Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXVII, No. 26 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***5-12 juillet 2017***

CORRUPTION AU PALAIS NATIONAL = UNE CRISE PÉTROLIÈRE SE PROFILE À L'HORIZON

Perturbation probable du marché pétrolier suscité par le Palais national

Bras de fer : Jovenel et Martine Moïse avec Wilson Laleau contre les importateurs de produits pétroliers

Par Léo Joseph

Un bras de fer est en train de se faire entre le Palais national et les importateurs de produits pétroliers, qui risque de faire un gros scandale impliquant une affaire de corruption au plus haut niveau de l'administration publique. Dans la presse haïtienne, particulièrement le quotidien *Le Nouvelliste,* dans l'édition du 3 juillet, un article signé Roberson Alphonse, rapporte ceci « *Un important différend oppose l'État haïtien, via le Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD) à cause d'un appel d'offres non fait et d'une importation irrégulière de produits pétroliers, à l'Association des professionnels du pétrole. Après des négociations houleuses, des mandats d'amener sont décernés contre les directeurs des principales compagnies desservant le marché local* ». L'affaire prend une allure dramatique au point d'entraîner la décision (qui s'inspire de la présidence) de décerner des mandats d'amener contre les responsables des compagnies Sol, DINASA et Total, ainsi que l'intervention de l'ambassade de France, les trois sociétés distributrices de ces produits étant toutes des investisseurs français.

Le président haïtien Jovenel Moïse chef des corrompus au Palais national

Martine Moïse, la première dame d'Haïti, aussi rapace que son mari.

Wilson Laleau, inspirateur de Jovenel Moïse.

Que s'agit-il au juste ?

Depuis déjà plusieurs jours, les rumeurs faisant le tour de la capitale haïtienne faisaient état de ce conflit opposant les trois sociétés en question à la présidence. Selon des informations recueillies au-

Suite en page 9

CORRUPTION, INSÉCURITIÉ ET TERRORISME INTERNATIONAL

Les longs bras de la justice américaine et la compagne contre la corruption dans l'hémisphère

Par Léo Joseph

L'enquête tentaculaire ouverte sur la corruption au Brésil ayant occasionné la chute de la présidente Dilia Yousseff, du Brésil, la mise en accusation de l'ex-chef d'Etat Luiz Inacio da Silva, dit Lula, de ce même pays, puis entraîné, l'autre semaine, l'inculpation de l'actuel président, Michel Temet, ainsi que des ministres et des parlementaires, sous la rubrique «*Lava jato* » (Lavage express), n'est pas étrangère à Washington. Car, les actions du département améri-

Suite en page 4

LA CARAVANE PEUT-ELLE CONTINUER SA ROUTE SANS ENCOMBRE ?

Une bonne partie des équipements du CNE hors service

Un camion-citerne et un camion à bascule mis hors service abandonné par les responsables du CNE.

Lancée dans l'impréparation totale, dans le plus pur style de Jovenel Moïse, la « Caravane du changement » semble s'éreinter, avant même d'atteindre sa vitesse de croisière, sur son cheminement vers le Grand Sud. L'initiative mise en branle, selon toute vraisemblance, avant même que soit fait l'inventaire des équipements disponibles au Centre national des équipements (CNE), *Nèg Bannann nan* vient d'apprendre qu'une bonne partie de la machinerie dont dispose l'État ne peut être déployée, dans le cadre des travaux envisagés pour cette partie du pays, et pour lesquels l'administration Moïse-Lafontant dit vouloir investir environ USD 56 millions $.

Suite en page 2

COIN MOINDAIN

Souhaits de bonheur aux époux McKenzie

Les nouveaux mariés Nathaly François et Terrance McKenzie.

Après avoir créé Adam pour assurer la garde et la gestion de la Terre et tout ce qu'elle contient, Dieu dit : il n' est pas bon que l'homme soit seul. Ainsi Il créa Ève qu'Il donna à Adam pour femme avec pour mission de peupler la terre. Dieu exécuta la première cérémonie de mariage, et Adam et Ève devinrent le premier couple marie du monde. Depuis cet événement historique, l'institution du mariage n'a pas cesse de faire face à de multiples défis.

Le samedi 24 juin 2017 dernier, Mlle. Nathaly François, fille bien-aimée des époux Wilfrid et

Suite en page 4

Une initiative qui réconforte la famille et les amis de Raymond Malebranche

Voir page 12

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 2

LA CARAVANE PEUT-ELLE CONTINUER SA ROUTE SANS ENCOMBRE ?

Une bonne partie des équipements du CNE hors service

Suite de page 1

En effet, le président du régime tèt kale vient d'essuyer son premier revers dans le lancement de la Caravane en direction de la région des Cayes, dans le sud du pays. Lors d'un arrêt, au niveau de l'endroit appelé Carrefour 44, bretelle connectée à la Nationale No. 2 et qui mène à Côte de Fer, dans le département du sud-est, il a été désagréablement surpris. M. Moïse, qui a, dans le passé, voyagé sur cette route à plusieurs reprises pour se rendre dans la métropole du sud, n'avait pas eu l'occasion de s'arrêter avant à ce dépôt du CEN situé sur la route de Carrefour 44, à un coup de pistolet de la voie principale qui mène aux Cayes.

Accompagné du président de la Chambre des députés, Cholzer Chancy, lors de ce déplacement, dimanche, le président Moïse a constaté que les équipements qui s'y trouvent sont quasiment hors service.

Camions à bascules, loaders, remorqueurs, camions-citernes, tracteurs, tout l'appareillage est abandonné sur un terrain vague où pousse la végétation sauvage. Les équipements ont l'air d'avoir été abandonnés et rendus hors d'usage depuis longtemps.

Autre camion-citerne et autres véhicules abandonnés qui seront probablement rendus irrécupérables.

Un camion à bascule en parfait état dépouillé de ses roues et peut-être d'autres pièces.

On peut également se faire une idée de ce dépôt abandonné et de la condition de la machinerie, autrement en bon état, qui n'a pas subi de réparations sur une base régulière, comme cela aurait dû se faire. D'ailleurs, il semble que les équipements aient été délibérément abandonnés et laissés sans aucune surveillance, à la merci de tous ceux qui ont besoin de fouiller dans les poubelles. C'est pourquoi on a vu de gros poids lourds garés sur trois, deux, une ou zéro roues; aussi bien que des moteurs et autres pièces précieuses jonchant le sol.

Plusieurs camions à bascule endommagés abandonnés, mais qui seront féfinitivement retraités.

Des camions rendus complètement irrécupérables.

On n'a pu établir pendant combien de temps ces équipements ont été ainsi abandonnés. Mais on ne devrait pas s'étonner qu'ils aient été désaffectés durant des années. Car l'environnement ne laisse voir aucun signe de présence humaine. On se demande comment des machines de valeur comme celles-ci ont-elles été ainsi abandonnées sans qu'un gardien n'ait été chargé de surveiller le terrain. En clair, les autorités ont décidé délibérément d'abandonner ces engins sans se soucier le moindrement de leur intégrité.

Plusieurs véhicules (des camions) dont les pièces ont été enlevées par des criminels.

Camion-citerne et à bascule et d'autres véhicules mis hors service, qui seront probablement retraités.

Un tracteur, au fond, et d'autres types d'équipements se confondant avec la végétation ont très peu de chance d'être récupérés.

Abandonnés trop longtemps, ces engins seront peut-être retraités.

Pourtant, même en panne, ces machines pouvaient encore servir, dans la mesure où l'administration de la CNE exécute scrupuleusement le programme de réparation de l'équipement généralement conçu pour assurer longue vie à ces engins. À noter que dans des entreprises préposées à la construction, les camions et les tracteurs de ce genre, dont l'entretien est scrupuleusement observé, peuvent durer jusqu'à vingt ou vingt-cinq ans, et même davantage.

Les dirigeants du pays ne se sont pas donné la peine d'évaluer la perte subie par l'Etat haïtien, suite au gaspillage de ces équipements. À la lumière de ce qu'on a constaté au dépôt du CNE se trouvant à Carrefour 44, il faudrait également faire une évaluation des lieux au centre de cette institution à la capitale; ainsi qu'aux sites où ces équipements se trouvent entreposés dans d'autres régions du pays. Il y a fort à parier que, en termes d'équipements abandonnés et rendus obsolètes par la désaffectation continue, les pertes enregistrées par l'Etat pourraient se chiffrer à des millions de dollars. Pourtant personne n'aura à rendre comptes de ces pertes.

Un camion en bon état abandonné.

Sans doute Jovenel Moïse ne s'attendait pas à recevoir ces mauvaises nouvelles. Il faut aussi conclure qu'il comptait beaucoup sur l'utilisation, en tout ou en partie, de ces équipements, dans l'exécution des travaux envisagés dans le programme de la Caravane. Sur ces entre-faits, il y a un déficit d'équipements qui devra affecter la bonne marche des travaux. Ce qui pourrait se traduire, faute de trouver des machines pour remplacer celles qui manquent, à un besoin supplémentaire d'équipements. On peut donc conclure que la Caravane est déjà sur béquilles avant même d'entamer ses travaux dans le Grand Sud. Mauvais présage pour cette initiative sur laquelle Jovenel Moïse mise le succès de son quinquennat.

Camion à bascule dépouillés de ses roues.

Ce qui reste de ce camion depouillé de ces pièces.

Encore d'autres engins abandonnés.

Un autre tracteur mis hors service par le CNE.

LA SEMAINE EN VRAC

L'exigence de changer notre image

Par Moun

Si nous voulons que les étrangers nous proposent des modèles d'investissement capables d'améliorer nos conditions de vie et d'être intègres au développement de l'-économie haïtienne, donc au développement, il nous faut changer notre image. À l'heure actuelle, voici ce que nous projetons comme situation :

Un pays a forte proportion de chômage (70 pour cent);

Un peuple qui vit dans une misère crasse, dans des conditions de pauvreté et d'extrême pauvreté (1 à 2 dollars par jour);

Une main-d'œuvre bon-marché (salaire minimum de 5 dollars US par jour dans les factories);

Des travailleurs corvéables à merci (qui besognent pour des salaires de misère);

Un peuple qui est prêt à accepter des conditions de travail exécrables pour de l'emploi (sans contrat, sans avantages sociaux);

Un pays abandonné par ses élites;

Un pays en proie aux narcotrafiquants, et à des politiciens patripoches.

Tout ce qui précède est négatif, même si on reconnait qu'on a affaire à des gens intelligents qui valorisent le travail de qualité.

Face à ces stéréotypes, malheureusement collés à des faits indéniables, nous devons opposer une autre image.

Voici quelques éléments de positivité dans la situation haïtienne à relever :

Les Haïtiens se sont toujours battus pour changer et améliorer leur condition.

Les Haïtiens travaillent vite et bien.

Les Haïtiens ont été la proie des plus puissants colonialistes et impérialistes de la planète, qui ont exploité, pillé et volé sans vergogne.

Les Haïtiens ont su se libérer des griffes colonialistes et impérialistes.

Les Haïtiens sont la proie du néo-impérialisme et du néo-libéralisme, qui ont détruit leur indépendance et leur économie, notamment leur production nationale.

L'élite économique haïtienne, composée en partie de gens d'origine étrangère, a préféré ou a été obligée de s'adonner au commerce et à l'importation presqu'exclusivement et à abandonner l'agriculture et les autres activités de production nationale.

Mais que devant ce constat navrant, à la fois pour nourrir la population et redresser la balance des paiements, nos élites économiques sont en train de refaire prendre naissanceà notre industrie locale, de produire pour la consommation interne.

Le peuple haïtien recommence à se battre de façon pacifique pour des meilleures conditions de vie et de travail et de meilleures conditions politiques.

Et que, notamment, les composantes historiques et culturelles de notre société nous donnent un avantage.

Et qu'en plus de la sous-traitance, nous avons des plages à exploiter, le tourisme culturel et l'agriculture à développer, des infrastructures à construire, etc. Sans oublier les richesses de notre sous-sol.

L'investisseur étranger a tout à gagner dans une perception positive d'Haïti et des Haïtiens, plutôt que dans leur perception négative. Et les gains dans les domaines comme les infrastructures, l'agriculture et le tourisme sont plus substantiels et plus transformateurs, même si l'on reconnaît l'importance de la sous-traitance en Haïti.

25 juin 2017

Éducation ! Encore éducation !

L'une des premières remarques qu'il peut-être donné d'enregistrer aux États-Unis, c'est la confusion qui existe dans la perception du concept « *éducation* », et qui le ramène à la notion d'instruction dans le cadre de laquelle il est gardé enfermé. De ce fait, l'éducation y est évaluée à l'aune du volume et du niveau des certificats et diplômes obtenus par quelqu'un, au terme d'un cursus académique. Par conséquent, dans un tel cas, on devrait parler plus précisément de formation : académique, universitaire, professionnelle, technique, etc. Or, si le concept éducation dans son acception la plus large englobe l'instruction, la formation à proprement parler, il ne saurait en être de même de l'éducation vis-à-vis de l'instruction. Autrement dit, celui qui est instruit n'est pas forcément quelqu'un dont on puisse du coup clamer la qualité de l'éducation d'une façon générale, telle que consacrée dans la vision humaniste et sociétale du terme. On peut être instruit, même très instruit, tout en demeurant grossier, inconvenant, irrespectueux de l'autre, dénué du sens le plus élémentaire de savoir-vivre, diraient certains très pointilleux de la qualité de l'interaction sociétale, ou humaine.

Sans donner dans l'étroitesse d'esprit de ces soi-disant gens éduqués que l'on côtoie de jour comme de nuit, sans en revenir non plus de l'arrogance qu'ils font souvent peser sur leur entourage, particulièrement sur ceux qu'ils considèrent comme non éduqués, analphabètes, illettrés ou autres, une place primordiale est à accorder à l'éducation autant qu'à l'instruction. Cependant, elles ne peuvent en aucune manière représenter une fin en soi. Elles ne valent d'ailleurs que par ce qu'elles apportent à l'humain et au monde qui l'entoure. Par conséquent, leur importance se situe au lieu des transformations qu'elles opèrent en l'individu qui en jouit, et dans la mesure où les bénéfices qu'il en tire le font évoluer personnellement et le portent à s'investir dans l'avancement, ne serait-ce que de celui de son milieu immédiat. En effet, l'éducation ouvre celui qui l'abrite à bien remplir cette grande et sublime mission humaine. Dans la complicité que l'éducation et l'instruction établissent entre elles, et par la dynamique de leur indéniable complémentarité, elles constituent pour chacun, l'un des plus sûrs moyens pour atteindre et élever son niveau mental, affectif, psychologique et spirituel et pour accéder à l'éveil de la conscience. C'est ce niveau d'éveil de l'intelligence profonde qui porte l'individu à découvrir ses attributions humaines, à assumer sa valeur intrinsèque. C'est aussi grâce à ces apports de l'éducation et de l'instruction à l'individu qu'il parvient à renforcer les savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis dans ce processus de structure mentale, et plus globalement, de construction de l'Être. Ce degré d'évolution intérieure permet à l'individu d'-éprouver et d'approfondir ses capacités d'autocritique liée à ses stratégies comportementales. À ce niveau de développement intellectuel, en particulier, et plus généralement humain, l'individu devient à même d'investir ses connaissances intellectuelles dans la pratique en termes de savoir-faire intégrés dans son vécu quotidien pour améliorer son mode de penser et d'agir et lui inculquer ce savoir-être qui fait de lui un être remodelé, amélioré. Un être éduqué.

En effet, l'éducation transforme l'individu et l'inscrit dans une double dynamique : celle du changement des mentalités et celle de la transmission des valeurs par projection et modélisation. L'énergie, qui se dégage d'une personne éduquée, se capte au simple contact, dans son environnement, et elle interpelle. En revanche, contrairement à cette personne, celui qui possède des connaissances intellectuelles et techniques et qui cherche à épater, peut bien plus aisément recourir au tape-à-l'œil, snober n'importe qui s'y laisserait prendre, dans son entourage, en jouant à l'omniscient. Ceci est d'-autant plus évident lorsqu'il s'agit de quelqu'un qui ne peut se prévaloir que d'une formation peu consistante, mais qui, empêtré dans ses limites ténues se prend très au sérieux. Or, l'éducation a toujours su ne parler que d'elle-même, sans l'intermédiaire d'oriflammes somptueux, ni de discours élogieux d'aucune sorte en l'honneur de celui qui en est imbue et qui la véhicule simplement dans ses actes et jusque dans son silence, puisqu'elle devient une part inhérente à sa nature profonde, une fois assimilée, appropriée. C'est fait, elle se fond dans l'être avec lequel ils ne font plus qu'un.

En effet, lorsque l'on considère tous ces gens qui détiennent un niveau appréciable de formation intellectuelle et professionnelle, tous ceux-là qui ne seraient probablement considérés comme des éduqués dans un cadre ou prévaut une telle mentalité, qu'à la condition d'avoir eu à décrocher un diplôme ou certificat quelconque, portant le poinçon d'une institution américaine. On serait, dans ces conditions, tenté de ravaler tous ceux qui n'ont pas effectué d'études, particulièrement dans ce pays, à la fois au niveau d'illettrés et de rustres. Cependant, si parallèlement on s'attache à placer le concept d'éducation dans son cadre sémantique propre, par conséquent de l'intégrer dans son domaine d'intelligence stricte et d'interprétation large, à savoir de l'appréhender à partir de son acception dénotée et de son sens connoté, sa perception change automatiquement. Or, les diplômes ne représentent et n'expriment qu'une présomption du savoir. Et le savoir requiert, de son côté, l'appui indispensable de l'expérience qui permet de passer de l'assimilation de la théorie à son appropriation par la pratique, pour obtenir de quiconque qu'il atteigne le niveau de maîtrise et d'-optimisation souhaité dans le processus d'intégration de connaissances. En revanche, le savoir, lui-même, ne saurait être réduit à une simple somme de connaissances accumulées au cours d'études effectuées dans un domaine ou un autre. Le savoir ne s'installe que quand la décantation a eu lieu, et que l'individu a atteint une capacité de discrimination, une aptitude à se distancer autant de lui-même que des théories abstraites, pour écouter, s'écouter et atteindre l'autre pour lequel et avec lequel il doit appliquer ces savoirs acquis, traduits à travers des savoir-faire en relation avec la théorie. Il lui faut de même parvenir à s'approprier des savoir-être inculqués par ces apprentissages précédents qui réorientent ses réflexes. À partir de cette étape de développement, l'individu, qui s'est approprié une éducation (formation intellectuelle et socio-familiale), est conditionné par des normes et des valeurs qui le guident dans ses choix qu'il effectue à la lumière de son intelligence profonde, et guidé par l'intuition. À ce stade, l'individu peut mieux se positionner dans ce processus d'acquisition de connaissances, il s'accommode avec plus d'aisance aux possibilités et aux privilèges auxquels l'éducation et l'instruction exposent généralement celui qui en jouit.

C'est la distanciation de soi-même qui protège l'individu instruit du piège de l'égotisme, et c'est l'aptitude acquise à se distancer des théories pour aller vers une pratique rigoureuse qui permet à l'individu instruit d'échapper au monologue théorique et au dogmatisme arrogant et étroit. Tout ceci renvoie, bien entendu, aux enseignements qui contribuent progressivement à la formation intellectuelle de l'individu dans quelque pays qu'il évolue. Pris sous cet angle, on ne peut que conclure au caractère indispensable de l'instruction et, du coup, déplorer les situations économiques et sociopolitiques aberrantes, qui privent tant de gens de cette nourriture de l'esprit, en installant l'élitisme comme critère d'évaluation et comme facteur de supériorité de celui qui est instruit sur l'illettré, l'analphabète... Pour se démarquer de l'animal et disposer de moyens pour développer ses meilleurs atouts, l'être humain mérite d'être détenteur d'un degré d'instruction. C'est à travers l'encadrement académique et familial que l'enfant se trouve doté d'outils propres au développement de ses facultés intellectuelles, physiques, psychiques, spirituelles et morales. C'est alors grâce à ces fondations implantées en lui, et qui prennent en compte sa globalité, que l'individu s'oriente plus tard vers un fonctionnement responsable et digne. Il a été nourri en prise en compte de sa globalité, aussi agit-il en accord avec tout ce qu'il lui a été donné de découvrir de lui-même, grâce à l'éducation (formation intellectuelle et humaine) et en conformité avec ce qu'il a acquis de savoirs et suivant des principes humains et moraux qu'il a intégrés, étape par étape.

En cela, la référence est faite à la pensée de la célèbre pédagogue italienne, le Dr. Maria Montessori, qui si justement affirmait que l'esprit de l'enfant, dès son plus jeune âge, est comparable à une éponge qui absorbe le plus de connaissances auxquelles il pourrait se trouver exposé. « *The Absorbant Mind* », précisait-elle, en faisant allusion au cerveau de l'enfant qui absorbe et s'approprie tout ce qui lui est offert dès le plus jeune âge. Suivant le Dr. Maria Montessori, l'enfant porterait en lui tous les attributs du savoir dans un domaine ou un autre, à un niveau ou un autre, sauf que pour explorer ces champs et les exploiter à bon escient, il devrait être placé en situation de captation, de découvertes, d'expérimentation et d'assimilation. Tout cela devrait se dérouler dans une ambiance qui lui inculque les principes du respect réciproque, en commençant par l'adulte à son endroit, puisque l'enfant représente déjà l'homme de demain, et c'est à travers le respect que l'on s'accorde à lui témoigner, dans l'interrelation familiale et sociétale, qu'il apprend lui-même à se respecter, et à ainsi respecter l'autre qu'il identifiera comme étant à sa propre image. Voilà, ce qui explique que l'on ne puisse s'imaginer un enseignement qui ne se transmettrait pas dans une ambiance physique, mentale, psychologique et spirituelle, c'est-à-dire un environnement et une ambiance qui engloberaient la réalité de l'être humain et qui de ce fait permettrait à l'apprenant de renforcer son estime de soi, sans pour autant donner dans l'égotisme. Pour parvenir à de tels résultats, une éducation doit d'-abord être dispensée par des enseignants bien imbus de leur mission, compétents dans leur domaine, et en étant, avant tout, parvenus à l'éveil de leur conscience. Condition sine qua non !

L'individu qui n'a été exposé à la lumière d'aucun savoir faisant appel à ses facultés intellectuelles, physiques, morales et spirituelles, celui qui n'a pas eu le privilège de se frayer à l'art, afin de puiser en lui-même ce qu'il porte de talents pour s'autoriser à créer dans n'importe quel domaine, représente un être humain sacrifié, aux ressources gaspillées. Que d'aptitudes diverses qu'il porte inconsciemment en lui-même, et qui demeureront méconnues.

Quelle perte pour une communauté que de compter tant de ressources sacrifiées par leur inaccessibilité à l'instruction ! N'est-ce pas réduire les ressources vitales et productives du pays au strict minimum ! C'est là l'une des plus grandes injustices sournoisement avalisées à l'échelle nationale, dans un pays comme Haïti. Alors, comment évaluer la perte enregistrée au jour le jour par le pays, à travers ces enfants qui n'ont pas accès à l'instruction, et voire à l'éducation dont l'instruction représenterait un palier et le polissage de leurs mœurs, l'ennoblissement de leur esprit autant que de leur être profond en constitueraient la plateforme principale du modelage de son étoffe comportementale.

À ce stade, il faudrait sans doute penser à intégrer, à juste titre, l'éducation familiale comme étant à cette édification de l'être amélioré, celle de l'homme ouvert à son humanité. En effet, l'éducation familiale est la première qui commence au berceau et qui con-

Suite en page 7

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 4

Souhaits de bonheur aux époux McKenzie

Suite de la page 1

et Lucrèce François, s'était unie par les liens du mariage à M. Terrance McKenzie, en présence d'un grand concours de parents et d'amis venus de toutes parts. La cérémonie a été officiée par le Révérend Patrick B. Mellerson, de la Caroline du Nord; et le pasteur Jerry Wayne Doss, de l'État d'Illinois, a prononcé la bénédiction finale.

Tout comme les autres couples, Nathaly et Terrance auront à faire face aux épreuves de la vie conjugale. Même après avoir passé des années ensemble, pour bâtir un foyer solide qui résistera aux assauts naturels de la vie, les couples mariés se cherchent. Aujourd'hui encore, ils cherchent leur voie, la voie qui mène à la paix, à la continuité dans l'unité, toujours dans l'amour. La voie qui mène à la tempérance et au respect mutuel et a la patience. Mais a tout cela, l'altruisme intentionnel peut se révéler un élément d'une grande utilité. Que Nathaly and Terrance se rappellent aussi que si l'Éternel ne bâtit pas leur maison, ils bâtiront en vain.

Nos souhaits à Nathaly et à Terrance qu'ils fassent honneur aux vœux qu'ils ont pris en présence de plusieurs centaines de personnes, ce samedi 24 Juin 2017. Et qu'ils prennent sur eux-mêmes la responsabilité de faire la différence, afin d'honorer et deglorifier Dieu dans leur mariage.

Que notre Dieu dans sa miséricorde fasse luire sa face sur le nouveau couple et qu'Il bénisse abondamment Nathaly et Terrance.

Dr. Kesler Dalmacy

CORRUPTION, INSÉCURITIÉ ET TERRORISME INTERNATIONAL

Les longs bras de la justice américaine et la compagne contre la corruption dans l'hémisphère

Suite de la page 1

méga enquête déclenchée au Brésil, sont à l'origine de l'éclatement de ce scandale qui secoue tout le système politique brésilien. Cela démontre le grand intérêt que portent les Américains à la corruption dont ils redoutent les impacts sur d'autres domaines, surtout le terrorisme international. Dans cet ordre d'idées, les initiatives du gouvernement américain sont directement concerné par les activités illicites en général ayant cours dans tous les pays de l'Amérique latine et de la Caraïbe.

En effet, pour se faire une juste idée de l'enquête que mène la justice brésilienne sur la corruption qui bat son plein, particulièrement, dans la société étatique Petrobras et la méga entreprise Odebrecht, il suffit de se référer à l'ordre exécutif du président démocrate américain Barack Obama ayant porté sur la création, le 30 mars 2015, de la brigade anti-corruption internationale du Bureau Federal of Investigation (FBI). Dans le document, qui a pour titre *« FBI Establishes International Corruption Squads Targeting Foreign Bribery, Kleptocracy Crimes »* (*Le FBI met en place des unités internationales sur la corruption visant les crimes de pots-de-vin et de la kleptocracie à l'étranger*) est annoncée la promulgation de la loi appelée «U.S. Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) ou la Loi américaine sur la pratique de la corruption dans les pays étrangers. Cette législation, passée en 1977, déclare illégales les activités des compagnies, personnes américaines ainsi que des sociétés étrangères liées à des partenaires américains, déclare illégal l'octroi de pots-de-vin à des officiels étrangers en échange de contrats. L'enquête en cours, aux États-Unis et au Brésil, a découvert que cette pratique est monnaie courante à Petrobras. Tandis que Odebrecht en fait le «*stimulant* » de ses affaires dans le monde politique brésilien et auprès des décideurs ailleurs dans le monde, notamment dans les pays latino-américains et dans la Caraïbe.

L'ère du terrorisme international : De nouvelles préoccupations chez les Américains

L'intérêt agissant manifesté par Washington, par rapport à l'intégrité administrative, à la bonne gouvernance et au strict respect de la loi dans l'hémisphère, prend une nouvelle dimension à l'ère du terrorisme international. À observer l'agressivité sans cesse grandissante de la campagne de recrutement d'adeptes, mais encore de la recherche de nouvelles sources de financement des opérations des islamistes radicaux, les Américains ont fini par comprendre à quels points certains hommes d'affaires se laissent séduire par cette propagande. Surtout ceux-là qui entretiennent une aversion innée de la politique américaine. C'est pourquoi, l'enquête globale menée sur les entreprises et les secteurs des affaires de l'hémisphère ont mis les autorités, tant à Washington que dans les grandes démocraties européennes, mais particulièrement dans les principales capitales du continent américain, met en évidence toute une série d'autres activités illicites.

Sur ces entrefaites, aux préoccupations traditionnelles des Américaines consistant surtout en trafics illicites, évasion fiscale et blanchiment d'argent, s'ajoute le financement du terrorisme international. Du fait du grand danger qu'il pose pour la sécurité des États-Unis et de leurs alliés, cette dernière activité prend un caractère urgent dans la gestion de la criminalité multinationale, telle que l'entend le gouvernement américain. Voilà pourquoi Haïti est sérieusement concerné dans l'agenda juridico-légal de l'Oncle Sam.

Le cas d'Haïti est différent de ceux du reste du centinent

Si les responsables du système judiciaire américain, par le truchement du Département d'État, trouve la collaboration nécessaire auprès de leurs homologues latino-américains et caribéens, la situation est bien différente en ce qui a trait à Haïti. Car le dysfonctionnement de la justice dans ce pays prive Washington d'interlocuteurs crédibles en matière judiciaire. Puisque, contrairement à ce qui se passe sur le terrain, par exemple, au Brésil, au Panama, en Equateur ou en Colombie, où des anciens présidents ont des démêlés avec la justice pour corruption, les leaders américains se retrouvent au pied du mur en Haïti en tentant de faire le suivi des dossiers relatifs aux crimes transnationaux. Dans ce contexte, il faut mettre en relief l'affaire du « *bateau sucré* » avec Marc Antoine Acra et ses alliés du monde des affaires impliqués dans l'importation de la plus importante cargaison de stupéfiants jamais introduite dans le pays. En dépit des multiples échanges de communication à ce sujet visant à mobiliser les responsables judiciaires haïtiens dans le sens d'une solution concluante du dossier, la collaboration ne se retrouve pas au rendez-vous. Les Américains ont trouvé le système judiciaire haïtien si alambiqué, voire tout sim-

Suite en page 15

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

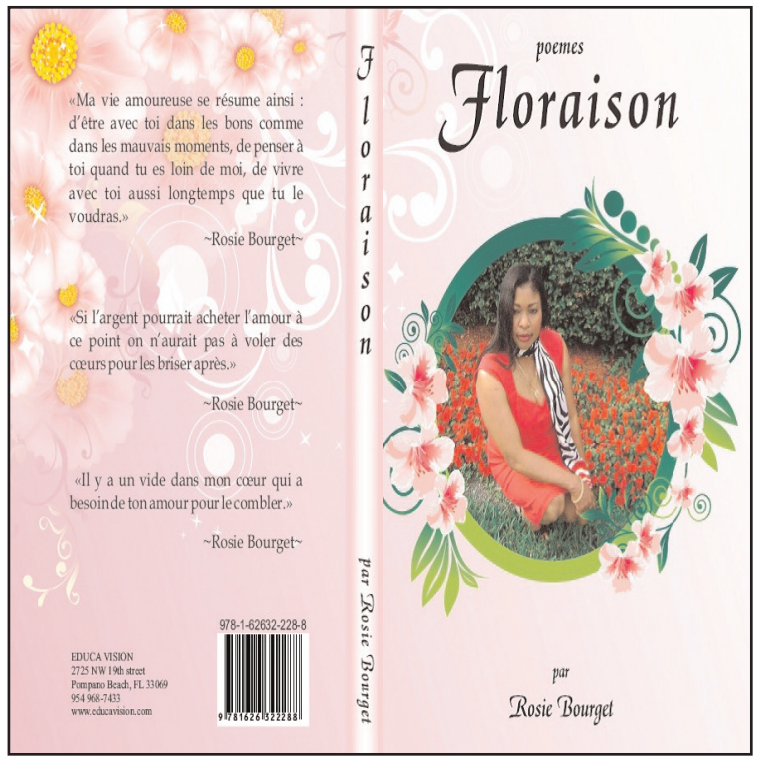
We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

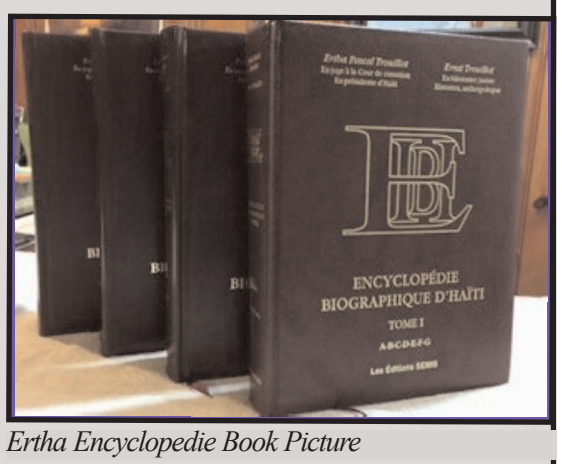
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'-Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 6

Kreyòl

AYITI KOMANSE DEMARE TOUT BON

Lage m pou m pale pou m di tout sa ki nan kè m

Mwen pa kapab kenbe ankò, Lame peyi nou dwe retounen pran plas li

POTOPRENS, Ayiti – Ayiti kontinye ap soufri akòz movèz fwa kèk nan pitit li yo ki toujou fè konnen yo renmen manman yo, men anverite se pa vre. Fè youn manman soufri se dènye zak kriminèl pou youn pitit ta fè manman l. Pozisyon nou adopte nan refize pran angajman nou jan sa dwa pa gen okenn sans. Nou ta ka aji diferamman pou limite youn bann dega.

Prèske tout nasyon ap debwouye yo trè byen sou plan militè. Men nou menm nou refize fè sa k bon sou pretèks ke gen mounn k ap anpeche n aji nan enterè pwòp peyi n pou fè nasyon an fò. Si n ap aji nan youn sans pozitif pou ede peyi n pwogrese, sa pa ka jwenn anpechman, amwens ke nou pa ta konnen enpòtans desizyon nou pran yo. Okenn lòt peyi etranje pa kab anpeche n pran desten nou anchaj si vrèman nou konnen kote nou vle rive. Alò, lè a rive pou n sispann blofe ak kesyon yo.

Nou gen youn Konstitisyon ki te vote nan dat 29 Mas 1987. M sonje sa kou jodi a, anpil mounn te abiye tou de blan pou yo soti al vote pou manifeste ke yo te aksepte bon jan chanjman ki te pral vin etabli nan peyi a. Men jan nou konnen, gwo zotobre yo pa gen respè pou pèp, paske se yo menm ki deklare tèt yo abit nasyonal pou pran desizyon jan yo vle, sitou sa k ap bon pou yo. Èske Konstitisyon 1987 la, ki te amande an 2010, te mande pou Lame, osnon Lapolis, al an vakans jan sa fèt 1994 ? Eske Konstitisyon an te di pou younn ou lòt pa janm retounen vin jwe wòl li, ranpli misyon l kòm gadyen pèp la ? Pa gen okenn atik nan Konstitisyon an ki bay pèsonn dwa kraze younn nan 2 fòs nasyonal sa yo. Nan sans sa a, tou sa yo ki konplis nan zak kriminèl sa a dwe jwenn pinisyon yo dapre lalwa.

Kòm nou remake, se anpil pale ki fèt sou kesyon Lame Dayiti a. N ap fè youn ti kanpe pou nou pase lapawòl bay kèk jèn k ap bay opinyon yo san rezèv. Yo kwè ke jan kesyon Lame a te deside a se youn mank dega pou nou tout sitwayen peyi a ke yo pase nan betiz. Jenès la pran youn youn lòt direksyon pou amelyorasyon ak devlòpman peyi a. Yo di fòk nou met peyi a sou ray, san okenn demagoji. Nou pase twòp tan ap betize, ranse, san n pa regle anyen. Kamyon tout nasyon anbreye sou avan pou yo dekole a destinasyon pwogrè. Men vye bogota pèp ayisyen an toujou

Minis Maks Roudof Sen Alben

anbreye sou bak, epi transmisyon anpàn. Minis Enteryè a ap rezoud sa

Devan pòt tounen dèyè kay nan mitan 21èm syèk la

Teyo : Yo pa bezwen vin ban m youn bann koze kredi, pawòl san sans, pou eksplike m le poukwa Lame peyi m nan absan, a tèl pwen ke li pa ka fè travay li jan sa dwa. Nou menm Ayisyen, sitou bann lidè ti lespri yo, toujou ap konmèt enpridans pou lage peyi a nan tèt chaje. Nou sèmante swasant disèt fwa sèt fwa, fòk Lame a retounen vin reprann sèvis nan kat kwen kadino peyi a. Dayè, « *kout pye jiman pa touye poulen.* »

Kamèn : Se sa l ye menm. Nou bouke ak lafason youn bann mechan kreye youn sitiyasyon pou lage n nan tchouboum. Se youn dosye ase enteresan n ap manyen la a, sitou lè se Konstitisyon an ki otorize nou pran posizyon nou pran an san manke pèsonn dega. Youn fwa nou jwenn fasilite pou n fè pwen nou yo pase, n ap fè sa san gad dèyè. Dayè, mwen gen gwo pwoblèm ak tout gouvènman ki t ap dirije peyi a anba youn okipasyon modèn, menm lè l byen makiye. Mwen pa janm pè pou m di tou sa m santi, paske bagay yo fè m mal anpil. Kòm pawòl la di, *« Bon kòk chante nan tout poulaye.* » Non mwen se Kamèn Kamelyen.

Webè : Kamèn, Ou pa bezwen bay siyati w non. Pa gen mounn k ap pran chans atake n sou kesyon nou gen pou n debat sou peyi nou. Si m gen pou m mouri, m ap mouri ak Konstitisyon an nan men m tankou Mèt Iv Volèl, ansyen militè ki te tonbe anba bal ansasen devan Biwo Lapolis la, anfas Palè Nasyonal la ki tounen defen depi tranbleman d tè 2010 la. Mwen pa konn anyen de pèsonaj la, men se te youn ewo ki t ap travay pou peyi a e pou debarase pèp la anba diktati. Si nou younn gen enfòmasyon sou li, na fè limyè sou sa.

Kamèn : Se sa l ye menm ! Nou kite twòp lese-ale nan peyi a ki lakòz anpil etranje pa rekonnèt valè n kòm youn pèp ki te fè gran mèvèy. Nou pèdi tout diyite n. Nou fè twòp majigridi, tankou ti mounn k ap fè tenten kòm desen ak kreyon koulè epi papye yo ba yo pou yo jwe. Sepandan, nou se youn pèp ki déjà fè valè n. Si n te konn enpòtans travay zansèt nou yo ki te pase anpil tray ak peripesi pou ban nou libète, nou ta ba l anpil valè. Yo pa t jwenn tout piyay noun jwenn jounen jodi a nan epòk yo t ap batay pou lendepandans peyi a. Ann fè jèfò pou n soti nan petren nou twouve n jodi a. Se nen nou gen nan figi n, pa youn mas labou. Apre tou, nou pa *« bourik Sen domeng ki te mèt byen abiye, men kou l midi fòk li ranni. »*

Atiya : Nou malonnèt, e menm anraje, pou n kite tout okazyon pase san nou pa reyalize youn diplis nan sa zansèt nou yo te fè pou yo te ban nou libète. Bagay yo grav tout bon paske nou toujou rete nan menm pozisyon an, san fè youn pa. N ap oblije ekskize m wi, paske m youn ti jan fristre pou m wè se nan eta malouk sa a nou rive. Se patinen n ap patinen. Se kòm si zansèt nou yo te travay anven, piske n pa kenbe eritaj la, nou pa renmèt anyen. Yo gen rezon di : *« Mounn ki travay se pa li k rekòlte. »*

Teyo : Wi, Atiya, ou gen rezon. Se verite sou tanbou w ap lage la a. Fò n pale pou n degaje konsyans nou nan kondisyon sa a. Mwen tande Kamèn fè konnen ke l se *« Bèf nan poto, li pa pè kouto. »* Se byen sa, paske n an reta nan travay nasyonal la. Kanta pou Webè menm, si m byen konprann, li ta vle fè konnen ke *« se janm kanson ti nèg ki jis, men zafè l pa piti. »* Sa se koze lontan lè te gen diyite. Men si nou vle ranmase l, fò n retounen nan sous nou tèt dwat. Mwen konprann nou tout e m ap fè menm wout avè n kòm jèn ki ta renmen wè peyi n soti nan lakras ak lamizè. Nou gen kapasite kòm kretyen vivan. Epi ak bann metal yo dekouvri nan peyi nou an nou ta ka depase anpil lòt peyi nan kesyon ekonomi. Men, nou ret ap betize pou granmesi. Mwen renmen tande mounn k ap pale pawòl ki gen sans. An palan de sa, mwen te tande youn gran pwofesè, ki malerezman avèg, ki rele Anri Viksama. Li deklare nou gen youn metal ki rele « IRIDYÒM » ke yo ta ka eksplwate. Youn sèl tòn koute plis pase 45 milya, osnon bilyon, dola ameriken. Se nan Sidès peyi a, zòn Jakmèl konsa, ke yo jwenn li. Kote mounn k ap panse pou peyi a ?

Irani : Yo tout absan. Nou gen jèn k ap prepare pou pran kesyon yo anmen. Aktyèlman, nou younn la a pa depase 25 an. Se sa k fè gen anpil bagay nou pa t gentan viv yo, nan moman tèt chaje nan peyi a. Gras a Dye, sèvo nou la anfòm, se konsa nou fouye pou n jwenn bon jan enfòmasyon. Vrèman nou chaje ak pwoblèm. Se poutèt sa n ap prepare n pou m pran larelèv lè moman an rive. Aryennafè, fòk nou ka fè la diferans nan tout sans. Pou mwen menm, imaj mwen wè devan nou an se kòm si *« Devan pòt tounen dèyè kay. »*

Èske Lame nou an pa gen plas li nan peyi a ?

Teyo : Piske Irani rantre nan koze a anpil bagay pral tonbe, paske Irani toujou anba bouch granmounn ap pran bèt. Se youn dam ki byen enfòme. Sèlman Nini, nan rete anba bouch granmounn konsa, pinga w vin tou tounen granmounn non ! Antouka, nou konn se travay ou w ap fè.

Irani : *« N'ayez pas peur ! »* Nou pa gen dwa pè, kòm Monseyè Wòlf Ligonde te di nan youn prèch. Nou gen pou n rive la kanmenm, paske se youn lwa lanati : Fò n sot nan bebe, pase pa timounn anvan n vin granmounn. Se pou n pran enfòmasyon nan men granmounn yo pou n ka konprann kijan nou vin tonbe nan sa nou ye a. Si n pa fè sa, n ap toujou nan sa k pa bon, e nou p ap janm aprann sa kilfo de peyi nou an ki nan gwo dilèm. Nou déjà konnen règ jwèt la se « *Timounn jodi, granmounn denmen.* » Fò n konnen ki rezon ki anpeche Lame a tounen reprann plas li nan sosyete a. Se pou otorite yo fè jenès la konnen rezon an san demagoji.

Atiya : Manman m ak kèk zanmi nan fanmi an te toujou di n ke se youn desizyon abitrè, bagay tèt chaje nèt, ki fè Lame a an vakans depi youn kantite lane. Gen mounn ki kontan ke Lame a pa la paske yo ka fonksyonnen pi alèz, fè sa yo pi pito. Lame a te youn gid. Piske l pa la ankò, yo ka opere jan yo vle. Epi dapre sa m tande, depi Lame a an vakans la peyi

Minis Defans peyi a Èvé-Deni

a antre nan saltenbank nou ye la a. Devwa nou tout se keksyonnen absans Lame a, paske l toujou prezan nan Konstitisyon 1987 la. Menm lè yo te amnde l nan lane 2010, Lame a te toujou ladan l. Pinga okenn ensanse vin renmèt nou youn bann koze kredi ki lakòz peyi a nan tout pwoblèm li ye la jodi a. Aba tout trèt !

Irani : Nou pa bezwen pase pa 4 chemen pou n mande retou Lame a. Dayè, se sou Lame peyi a baze, paske se fòs militè zansèt nou yo ki te ban nou libète n ap jwi jodi a. Fòk ti nèg ak ti nègès sispann aji jan y ap aji a, engra e menm ensolan ! Jan anpil mounn aji, se kòm si yo ta vle di zansèt nou yo pat pran okenn grad, pa menm senp kaporal, ale wè pou yo ta rive gen V ak zetwal sou zèpolèt yo. Bann vagabon yo manke zansèt nou yo dega e menm nou menm tou ki gen lespri patriyotik. Mwen pa bezwen telefòn pou m pale ak gouvènman an epi ak mounn ki konsènen yo. Se pou Lame peyi nou an retounen. Se sa nou vle e sa ratifye nan Konstitisyon 1987, ki te amande an 2010 sou Prezidan Preval.

Webè : Si m byen konprann, Lame Endijèn jan yo vle rele l la pa t janm egziste. Fò n pa kite pèsonn pran n pou Bouki pandan y ap lage pawòl mounn fou. Tousen Louvèti te youn gran jenneral. M ap tann yo vin demanti m si yo kapab. Tèlman msye te youn jeni, Franse yo te fini pa arete l epi mennen l nan peyi Lafrans kote l te mouri pwatrinè anba gwo fredi nan youn kacho nan Fò de Jou ki te bati sou youn tèt mòn. Tousen te kite sa nan dat 7 avril 1803. Èske l te travay anven ?

Kamèn : Non, nou pa kwè li te travay anven, paske rèv li se pou yo te kase chèn esklavaj la ki t anpeche yo viv. Se te desizyon tout eta majò Lame endijèn nan. N ap pale de Desalin, Petyon, Kristòf, Kapwa Lamò, Gaba e latriye. Si pa gen ipokrit, menm trèt pami nou, nou fèt pou wete chapo devan mesye sa yo ki te vrèman militè wo grade, jenneral menm. Pinga kite pèsonn vin kraponnen nou pou di n lekontrè. Antouka, nenpòt sa yo kwè pa ka kanpe devan sa k ap pase nan peyi a san youn Lame. Nou pa fouti kite Ayiti ap depafini pou dan ri. E n ap di yo, ATANSYON ! Si yo kontinye ap jwe ak dife, dife ap boule yo jouk yo tounen sann.

Teyo : Woy ! Medam yo ap make pwen wi pou fè kesyon yo jan sa dwa e pou yo ateri tou. Sèl mwayen pou n gen repo despri se pou Lame a retounen kòm dezyèm fòs peyi a. Lapolis gen patisyon pa l pou l jwe. Men lè bann kriminèl yo ap banbile, nou bezwen Lame a pou fè yo sipann entimide pèp la. Fòk li retounen pou retabli lapè nan peyi a. Nou konnen gen anpil mounn ki pa ta renmen wè youn fòs militè ann aksyon, paske se lè gen ensekirite yo fè kapital politik yo. Enben, n ap di yo pa gen pou lontan, paske jou delivrans lan tou pre.

Se twòp atò, pou n kite youn ka syèk pran yo deyò !

Irani : Anpil nan nou tande lòt son konsènen destitisyon Lame a, menm lè Konstitisyon an pa bay pèsonn dwa pou konmèt zak konsa. Mwen vle pou n tande m byen e konprann mwen tou, paske se pa nati m pou m nan voye monte. Il è vrè ke te gen youn fraksyon nan Lame a ki t ap fè sa ki reyèlman pa t sa. Men se pa youn rezon pou n lage peyi a tèt anba kòm si se tout sitwayen ki iresponsab. Wi, nou konnen te konn gen kou deta. Gen ladan yo ki te jistifye, paske peyi sa a t ap an flanm si yo te kite youn prezidan tankou Jan Bètran Aristid fè sa l te vle. Li t ap preche vyolans e li t ap voye senpatizan l yo monte pran mounn ki gen mwayen yo. Nou ka sonje diskou 27 Septanm 1991 lan : « *Chak fwa nou tout santi nou grangou, nou tout santi chalè chomaj la fè n nève…, voye je n gade anwo pou n mande yo sa y ap tann pou ede nou.* » Epi l te kontinye : *« Gade anwo, na wè mounn ki gen monopòl peyi a, si n jwenn yo sou pasaj nou, na mande sa y ap fè konsa. Si n kenbe younn, na va ba li sa li merite. »* Epi kòm youn refren, li te repete : *« Ale ba yo sa yo me- ri-te ! »*

Kamèn : O, Irani, sè m, ou pa manti ! Sa w di a se verite, paske m tande anpil mounn di menm bagay la. Yo di *« les paroles s'en vont, les écrits restent !»* Enben, alèkile *« les paroles ne s'en vont plus, parce que les paroles sont enregistrées ! »* Tout sa msye te di yo la jiska prezan. Mezanmi, tande pawòl youn pè ki gen vokasyon pou preche lanmou, pa pou simaye lanmò. Ti pè a t ap boule an denmon an pèsòn. Pou youn prèt voye patizan l yo al boule mounn tou vivan ! Pa bliye se li menm ki t ap ankouraje mouvman Pè Lebren an ! Boule kretyen vivan nan lari avèk kawotchou pase nan kou yo, vide gazolin epi pase alimèt ! Imajine sa, se te lanfè isiba ! Se youn pè ki t ap pwofese kanibal nan peyi a. O wi, li te fè konnen ke kawotchou ak gazolin nan « *va fè yo santi odè enstriman an. Ba yo sa yo me-ri-te ! »*

Atiya : Mezanmi, nou konprann bagay yo ? Pa gen rezon pou sitwayen tèt dwat kite youn ti denmon konsa vin kontinye met latwoublay nan peyi a, e kite menm mons sa a vin alatèt nasyon an pou dirije peyi a nan tout kalamite sa a. Gen anpil sitwayen k al nan peyi san chapo anba kolye bann kriminèl yo. Petèt manman nou, papa nou ak fanmi nou te ka viktim tou akòz zak kriminèl nèg Aristid sa a. Se pa mwen ki di non, pawòl yo anrejistre pou tout mounn ka konnen. Ti pè a se ledyab an pèsòn. Si nou fè rechèch na jwenn plis toujou.

Ale nan paj 14

Artistes recherchés

Now is time to organize
Get serious about the business of dancing and acting.

Pour l'expansion de notre culture aux États-Unis, nous recherchons des artistes des deux sexes. Nous avons deux maisons respectivements à Queens, New York et à Tempa, Floride. Si vous désirez devenir une étoile brillante et une vedette charmante, inscrivez-vous dès aujourd'hui pour les cours de danse folklorique, le théâtre et la chorale. Que vous soyez amateur ou professionel, il y a de la place pour vous. Pour vous divertir encore, chaque dernier Vendredi du mois, le Club Xaragwa, une extension d'Anakawona vous attend et vous réserve quel que chose de surprenant à partir de 20 heures.

Anakawona Association, Inc. / Club Xaragwa
2935 Beach Channel Drive, Far Rockaway NY 11691
Tel.: 718-327-7454 813-416-2558
Demandez pour Ti Toutou, Judith Lamardieu et Jacques Dorcé

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 7

Éducation ! Encore éducation !

Suite de la page 3

siste à inculquer à l'enfant, parallèlement à ce qu'il reçoit de l'école, les valeurs familiales, sociales et civiques. L'éducation familiale se transmet, et n'est donc pas spontanée. En outre, la famille représente ce premier noyau social qui assure la bonne marche de la société en termes de reconnaissance de ses propres limites par rapport à autrui, et de celles d'autrui par rapport à soi-même. Faut-il bien qu'en tout individu soit effectuée l'appropriation des normes et principes qui lui servent de balises, afin d'éviter qu'il ne se livre à de regrettables dérapages et qu'il ne s'avise pas non plus à empiéter sur des espaces physiques, moraux, affectifs autour de lui. Ne sont-ce là les règles les plus élémentaires du vivre ensemble dans l'auto respect et celui du collectif ?

S'il est incontestable que l'individu fait partie d'un ensemble dynamique multifonctionnel, qui est relié à d'autres ensembles multidimensionnels, nul ne peut, par conséquent, aller à l'encontre du rythme de la marche collective, sans en briser l'harmonie. Or, c'est de cette harmonie que dépend le bon fonctionnement de tout le pays. Il appert dès lors que chacun porte la responsabilité de la société entière qui dépend de la bonne marche de toutes ses strates, indistinctement. Car, c'est comme pour le corps humain, quand l'un ou plusieurs de ses organes se trouvent dysfonctionnels, c'est tout l'organisme qui s'en ressent.

L'instruction transmet, par l'apprentissage et la pratique, des connaissances théoriques et techniques dans différents champs de formation. L'objectif serait de permettre l'acquisition de savoirs et savoir-faire de divers ordres à l'apprenant. L'instruction s'inscrit dans tout processus d'éducation qui, considérée dans son acception large, transmet, outre ces connaissances, les balises, les références, l'aptitude à la perception de connaissances proprement humaines et à la découverte en soi des pistes pour se construire, et grandir en cultivant de soi, ce que l'être porte de plus achevé en lui-même. Ces dernières connaissances n'ont rien à envier aux précédentes. Quand ces deux catégories d'éléments fondamentaux se retrouvent en quelqu'un, il va sans dire que c'est l'expression d'une victoire de l'homme sur lui-même, couronnant un cheminement fait d'apprentissages éprouvants, mais éclairés et harmonieux. Tout individu, qui bénéficie de tels atouts, représente une richesse pour la société dans laquelle il évolue et porte la noble mission de transmettre à son tour, dans son environnement, et autant qu'il le peut, ces nutriments qui participent à la transformation de son milieu en un tout autre. Il abrite dans les greniers de sa pensée des graines du changement de la société. Il est par conséquent un moteur du changement.

À seulement y penser, n'est-ce pas que c'est déjà rêver, et simplement en toutes les couleurs de l'arc-en-ciel ?

Que serait donc le monde, si chacun s'autorisait à non seulement y penser, mais encore à œuvrer pour extraire ce filon d'or qu'il porte en lui et qui reste enfoui en sa nature profonde, la plus achevée. Et si, à ce compte, chacun de nous permettait que se substitue cette nature pacifiée, transformée, transmutée, au brut qui en cache la véritable beauté ?

C'est à ce point qu'il faudrait parler d'éducation en lettres majuscules. L'Education qui allie l'apprentissage de connaissances intellectuelles à l'inculcation des valeurs humaines universelles. Celle-là, qui abrite l'instruction. L'Éducation qui se sent, et qui se constate en l'individu au simple prime abord. C'est celle-là qui, même revue à la baisse du contenu de la définition à laquelle fit allusion M. Teddy Thomas, dans un article qui a paru dans le journal *Haïti-Observateur,* en septembre 2008, est encore enviable et inspire tous ceux qui se désolent du constat de la déliquescence de la société à travers le monde, et en ce qui peut concerner l'Haïtien, celle qui gangrène celle d'Haïti. M. Thomas y brosse, en fin d'analyse, le profil suivant de la personne qui mériterait le qualificatif d'éduqué en ces termes: « *Selon la racine étymologique, toujours présente dans la pensée de la personne éduquée, celle-ci aurait, mieux que tout le monde, atteint les suprêmes vertus de l'épanouissement humain, inaccessibles aux frustes parce qu'ils ne sont pas éduqués : vastes connaissances, rectitude morale, intelligence vive et probité intellectuelle, courage et capacité de dépassement de soi, sérénité en face de la tentation, dignité dans la défaite et modestie dans la victoire, respect de la parole donnée, générosité et compassion pour les autres...* »

Par conséquent, en emboîtant le pas à l'auteur de ces remarques, on pourrait préciser que quelqu'un d'instruit, mais qui demeurerait rustre, irrespectueux de soi-même et des autres, plat, sans scrupules ni empathie, ne pourrait se targuer d'être éduqué. De même que l'on peut être d'une grande valeur humaine : généreux, honnête, empathique, et intelligent, tout en ne possédant pas un bagage de connaissances académiques, intellectuelles remarquables, voire pas du tout. Car ce qui complète l'instruction, c'est tout ce que l'éducation qui pétrit l'être y ajoute, pour la compléter. L'individu, qui porterait en lui ce capital d'humanité et de transcendance, en plus d'être instruit, présenterait sans conteste les caractéristiques majeures de l'être éduqué, et par conséquent le savoir-être qui fait partout la différence. Ce savoir-être, qui ne s'acquiert pas du seul fait de posséder des connaissances, un nom, de l'argent, ni même des privilèges sociaux. Or, le savoir et le savoir-faire offrent l'opportunité à celui qui les détient de tirer de leur Essence, comme le dirait Rabelais, la « *substantifique moelle* » pour s'édifier, se construire cette charpente verticale du savoir-être qui permet à quiconque remplissant de telles conditions, de transcender, d'agir et non : d'être agi et mené par ses bas instincts. Ces bas instincts présents en l'être humain, mais qui devraient subir une transmutation progressive, comme le métal de l'alchimiste, pour que dans son cheminement de l'Humain s'approprie ces mille et une pépites intérieures qui l'élèvent au niveau le plus éloigné de celui de la bête se trouvant tapie en lui. C'est ce qui fait la différence entre celui qui Est et celui qui Possède, sans parvenir à être. Tout individu a le plein droit de choisir d'être, avant tout, et d'avoir, de posséder pour se compléter. Car à eux deux, ces facteurs pourraient faire du monde une place où chacun se trouve un périmètre où il apprécie de vivre dans l'empathie et le respect réciproque. La transcendance se réclame une place de choix dans la définition de l'Éducation. Car cette dernière interagit comme une clé qui permet d'ouvrir bien des portes demeurée pourtant verrouillées à la science, à l'argent et au pouvoir. L'éducation abat des murs et des barrières que l'on croirait indestructibles, et elle franchit des frontières que l'on savait infranchissables.

Ne faudrait-il pas lui accorder toute sa latitude dans la vie de chacun et de tous, ici et ailleurs ? Alors, Éducation ! Et encore Éducation, pour que le grain ne meure !!!

Carmelle St.Gérard-Lopez
Collection Articles À la Source
Juillet 2017

• PUBLIC CHARTER SCHOOLS, **GRATIS,**
• **ENSKRIPSYON AP FÈT KOUNYE A**

Pwofesè nou yo fòme pou travay ak ede elèv ke lang natif natal yo pa Anglè. Sèvis tradiksyon disponib egalman pou tout paran ki fè demann lan.

Nou ofri pwogram edikasyon espesyal ak sèvis yo nan bilding lekòl la oswa nan yon lokal Komite Edikasyon Espesyal la detèmine nan distri a.

APLIKE JODI A!

BROOKLYN DREAMS CHARTER SCHOOL
259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230
(718) 859-9400
BrooklynDreamsCharterSchool.org

BROOKLYN EXCELSIOR CHARTER SCHOOL
856 Quincy Street
Brooklyn, NY 11221
(718) 246-5681
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

BROOKLYN SCHOLARS CHARTER SCHOOL
2635 Linden Boulevard
Brooklyn, NY 11208
(718) 348-9360
BrooklynScholarsCharterSchool.org

ENSKRIPSYON AP FINI 1ye AVRIL 2017

Créole Plate Inc.

Take Out & Catering
We serve
a
delightful array of dishes for
Breakfast, Lunch and Dinner

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctorontheg p.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

HAITI NEEDS JUSTICE

An Open Letter to President Moise and Foreign Emissaries

06/20/17

President Moise, Ministers and Foreign Emissaries:

Few people will have the opportunity you and your team have to set Haiti on a course of reduced dependence on foreign aid leading to a life of greater self-sufficiency and dignity. This opportunity is simply too great to pass! To continue doing business as it has been conducted in the past, or doing it with more intensity while hoping for different results is the very definition of insanity.

From an economic point of view, Haiti needs hope, and hope is fostered in an environment that is both predictable and safe. The absence of justice promotes instability with ensuing flights of both talent and capital. Gangs have become and tourism suffers from corruption, as insecurity is shunned by tourists The world is entering a global era of slow growth and financial instability and Haiti needs to be seen as a country of opportunity rather than as a failed state. To do so, Haiti must get corruption under control (see the scorecard for FY 2017 at https://www.mcc.gov/who-we-fund/scorecard/fy-2017/HT) and appl for membership in the Millennium of America enterprise. The opportunity before your government to undertake these necessary reforms is within your reach.

HEROS-4JAL is a non-profit US based corporation dedicated to bringing justice, autonomy and liberty to Haitians. Our campaign to promote a more just, peaceful, hopeful and prosperous Haitian society will be public both in Haiti and abroad because we believe that inclusion and transparency are the keys to building trust and hope.

To start the nation on its new course your government needs to implement the following actions promptly:
1. The immediate resumption of the dormant trial against Duvalier's accomplices because countless Haitians were murdered and vast sums of public moneys ($500M according to the Jean-Juste v. Duvalier, case No. 86-0459 dated January 8, 1988 US District Court in Southern Florida) were diverted for Duvalier's personal use. Criminals, who to this day roam freely in Haiti and abroad must be held accountable.
2. Institutionalize the fight against corruption so justice becomes sustainable by expanding the role of the Office de la Protection du Citoyen (OPC) to include the prevention, detection, and litigation against government's past or present corruption, criminal activity and crimes against humanity at all societal levels. The OPC however must remain independent of the government itself so as to retain its impartiality, and the government must promptly and completely respond to OPC's requests for support.
3. Full recognition of the heinous crimes committed by previous governments, by declaring a portion of Fort Dimanche a national historical park, a sacred place, where anyone who suffered at the hands of any previous regimes can reflect and seek to come to terms with the barbarity of past regimes.
4. Certificates of death must be produced for all those killed by the Duvalier and these sent to the affected families so a full accounting of the scope of the killings inflicted on the nation can be made.

We are sending a copy of this letter to the representatives of the Canadian, French, American, and Swiss embassies because we seek their help in identifying the Duvalier accomplices that reside on their territories, as we are at the same time asking for their help in bringing these accomplices to trial to seek restitution of some kind for the damage done to the nation. This is not out of vengeance but out of respect to those who gave their lives to promote a more democratic Haitian society. These countries are also asked to oversee the work of the OPC to ensure that it remains free from government interference and that its employees are protected from threats and reprisals.

President Moise, concrete actions are required; schedules with discreet milestones need to be created to implement the above actions, directives need to be issued, and the OPC needs to be staffed with new leadership for its expanded role. HEROS-4JAL is confident your team can succeed in implementing this new vision.

A stark choice confronts you and your team. You can either choose to strongly reject "more of the same failed past policies" or you can choose the "new vision of justice" and thereby lead the country toward "Honneur et Respect." We believe the case for the new vision is self-evident.

HEROS-4JAL would like to partner with you and your team in implementing this new win-win vision. We look forward to a positive response from your team so we can begin our journey together.

Cordially,
JP Villedrouin, President, HEROS-4JAL

20/06/17

Monsieur le Président Jovenel Moise
Les ministres et les émissaires étrangers:

Peu de personnes auront l'opportunité que vous et votre équipe avez de guider Haïti sur un parcours d'autosuffisance et de dignité en réduisant certes la dépendance sur l'aide étrangère. On ne peut pas rater cette si bonne opportunité. Continuer à mener les affaires comme par le passé, ou les accomplir avec plus d'intensité et espérer des résultats différents a pour définition celle d'insanité.

D'un point de vue économique, Haïti a besoin d'espoir, et l'espoir est favorisé dans un environnement à la fois prévisible et sûr. L'absence de justice stimule l'instabilité et encourage les départs de talents et capitaux. Les gangs sont devenus monnaie courante et, le tourisme lui-même souffre de la corruption car les touristes évitent les lieux d'insécurité. Nous entrons dans une ère mondiale decroissance lente et d'instabilité financière qui signifie que Haïti doit être considéré comme un pays d'opportunité plutôt qu'un état défaillant. Pour ce faire, Haïti doit maîtriser la corruption (voir la fiche de pointage pour l'exercice 2017 à l'adresse https://www.mcc.gov/who-we- fund/scorecard/fy-2017/HT) et s'associer aux efforts du Millenium d'Amérique. L'opportunité d'entreprendre ces réformes nécessaires est à la portée de votre gouvernement.

HEROS-4JAL est une organisation à but non lucratif basée aux Etats-Unis, dévouée à défendre la justice, l'autonomie et la liberté pour les Haïtiens. Notre campagne visant à promouvoir une société haïtienne plus juste, pacifique, optimiste et prospère se mènera publiquement tant en Haïti comme à l'étranger parce que nous pensons que l'inclusion et la transparence sont les clés de la confiance et de l'espoir.

Pour guider la nation sur son nouveau parcours, il va falloir que votre gouvernement franchisse les étapes suivantes:
1. La reprise immédiate du procès dormant contre les complices de Duvalier parce que d'innombrables citoyens Haïtiens ont été assassinés et d'énormes sommes des fonds publics (500 millions de dollars selon Jean-Juste vs Duvalier, affaire n ° 86-0459 du 8 janvier 1988, tribunal Américain du district sud de la Floride) ont été détournées pour l'usage personnel de Duvalier. A ce jour, ceux qui ont facilité ces actes criminels errent librement en Haïti et à l'étranger, et doivent faire face à la justice.
2. Institutionnaliser la lutte contre la corruption afin que la justice persiste en élevant le rôle de l'Office de la Protection du Citoyen (OPC) pour inclure la prévention, la détection et les litiges contre la corruption des gouvernements passés et présents, les activités criminelles et crimes contre l'humanité à tous les niveaux de la société. Cependant, l'OPC doit rester indépendant du gouvernement lui-même afin de conserver son impartialité et le gouvernement doit subvenir rapidement et complètement aux demandes de soutien de l'OPC.
3. Reconnaissance complète des crimes odieux commis par les gouvernements antérieurs, en déclarant une partie de Fort Dimanche, parc historique national, lieu sacré, où tout citoyen ayant souffert des mains de régimes antérieurs puisse se recueillir et essayer de se réconcilier avec la barbarie de ces époques.
4. Des certificats de décès doivent être émis pour tous ceux tués par les Duvalier et remis aux familles touchées afin que s'en suive une comptabilité sur l'ampleur des tueries infligées à la nation.

Nous envoyons copie de cette missive aux représentants des Ambassades du Canada, de la France, des Etats-Unis et de la Suisse, car nous recherchons leur aide pour identifier les complices des Duvalier qui résident sur leurs territoires et demandons en même temps qu'ils nous assistent à les faire juger afin d'obtenir toute restitution possible pour dommages à la nation. Ce n'est pas par esprit de vengeance, mais plutôt par respect pour ceux qui ont donné leur vie pour promouvoir une société haïtienne plus démocratique. Ces pays sont également invités à veiller sur le travail de l'OPC pour s'assurer qu'il soit exempt d'ingérence du gouvernement et que ses employés soient protégés contre menaces et représailles.

Président Moise, des actions concrètes sont nécessaires; des programmes avec des jalons discrets doivent être créés pour mettre en oeuvre ce que nous demandons, des directives doivent être émises, et l'OPC doit être doté de nouveaux dirigeants afin d'exécuter ce grand rôle.

Vous et votre équipe confrontez un choix contrastant. Vous pouvez choisir de rejeter catégoriquement les "vieilles pratiques échouées du passé" ou vous pouvez choisir la «nouvelle vision de justice» et ainsi donc conduire le pays vers «Honneur et Respect». Nous croyons évidente cette nouvelle vision.

HEROS-4JAL souhaite collaborer avec vous et votre équipe dans la mise en oeuvre de cette nouvelle vision avantageuse à tous. Nous attendons avec impatience une réponse positive de votre équipe afin d'entreprendre ensemble ce cheminement.

Cordialement,
JP Villedrouin, President, HEROS-4JAL

For More Information, Please Visit www.HEROS4JAL.org

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS : le Tribunal après examen, et sur les conclusions du ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur **JACQUELIN SAINT-SURIN**, d'avec son épouse, née **Josette TOUSSAINT,** pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. **Prononce** la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; **ordonne** à l'officier de l'état civil de Grande Salines, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des journaux s'éditant à la capitale, sous peines de dommages intérêts envers les tiers, s'il y échet; commet l'huissier **Phéconde VERTUS** de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

AINSIj et prononcé par nous, **Me Phemond DAMICY, Av** , juge en audience civile, ordinaire et publique en date du vingt-sept-décembre deux mille treize, en présence de **Me Soidieu TOUSSAINT**, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur **Huguens, greffier du siège.**

IL EST ORDONNÉ……ETC

EN FOI DE QUOI…….ETC

Me Cadet VINCENT, Avocat

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 9

CORRUPTION AU PALAIS NATIONAL = UNE CRISE PÉTROLIÈRE SE PROFILE À L'HORIZON

Perturbation probable du marché pétrolier suscité par le Palais national

Bras de fer : Jovenel et Martine Moïse avec Wilson Laleau contre les importateurs de produits pétroliers

Suite de la page 1

près des intéressés, le BMPAD, agissant pour le compte du président Jovenel Moïse, la première dame Martine Joseph Moïse et Wilson Laleau, grand manitou au Palais national, a commandé 400 000 gallons de produits pétroliers, sans passer par les normes établies, à savoir appel d'offres entre les sociétés Sol, DINASA et Total.

Informés de cette démarche, les responsables des trois compagnies avaient adressé une lettre au chef du BMPAD attirant son attention sur cette commande qui a été placée de manière irrégulière. Comme ce dernier a opté pour passer outre à la mise en garde à lui adressée, jusqu'à donner suite à son projet de placer la commande de manière unilatérale, les trois compagnies ont décidé, à leur tour, d'effectuer une commande en dehors du BMPAD.

Il arrive que, lorsque la commande s'effectue régulièrement par appel d'offres, l'État haïtien réalise une rentrée d'argent d'environ USD 2 millions $, somme que lui versent les trois compagnies.

Mais l'affaire a vite tourné au vinaigre lorsque le bateau transportant les 400 000 gallons commandés par le BMPAD est arrivé à Port-au-Prince. Alors que presque en même temps ont jeté l'ancre au quai de Thor (banlieue sud de Port-au-Prince), les vaisseaux transportant les cargaisons importées par Sol, DINAS et total, le Taurogas et l'Internal Sunshine.

De toute évidence, les propriétaires des trois compagnies se préparaient à assurer la distribution de leurs produits sur le marché, indépendamment du BMPAD. Les négociations menées pour tenter de résoudre le conflit n'ont pu aboutir. Surtout que l'institution importatrice, au nom de la présidence, insistait pour que les USD 2 millions $ que l'État réalise normalement lui soient versés. Or les hommes de Total, de DINASA et de Sol ont refusé systématiquement d'obtempérer à une telle prétention.

Des mandats d'amener décernés

En vue de forcer les chefs des trois entreprises à verser les USD 2 millions, le Palais national a passé des instructions au commissaire du gouvernement pour que les directeurs de Sol, DINASA et Total, en l'occurrence : Fikret Yildix, Frantz Larco, Donal Toussaint et Cédrick Bouquety.

À ce sujet, *Le Nouvelliste* informe : *« La décision a été prise après que le commissaire du gouvernement Me Clamé-Ocman Daméus a constaté la présence de deux bateaux dans la rade de Port-au-Prince et vérifié que ceux qui ont fait venir ces bateaux ne pouvaient pas fournir d'autorisation d'-importation. La loi dit qu'il faut passer par le BMPAD pour placer toute commande de produits pétroliers* ».

Une source proche du Palais a révélé que, suite à cette visite aux deux bateaux par le chef du Parquet de Port-au-Prince, ce dernier, à l'instigation du Palais national, a mis les membres d'équipage ainsi que les capitaines des deux bateaux aux ordres de la justice.

Intervention de l'ambassade de France

Ce conflit a donné lieu à un incident diplomatique, dans la mesure où l'ambassade de France, à Port-au-Prince, a décidé de prendre la défense des investisseurs français dans le secteur de l'énergie. On laisse croire, dans les milieux proches de la mission française, à la capitale haïtienne, que des diplomates français ont eu des discussions avec le directeur général du BMPAD et d'autres officiels haïtiens. Celui-là, surtout, dit-on, a donné l'assurance qu'une solution à l'amiable sera trouvée au conflit.

Toutefois, oOn ne sait pas encore comment va se résoudre la question relative aux USD 2 millions $ que le BMPAD entend encaisser pour l'État haïtien. De leur côté, les directeurs des trois compagnies sont farouchement opposés à l'idée de verser la somme qui revient généralement à la caisse publique lorsque la transaction est menée normalement par appel d'offres.

À coup sûr, au niveau de la population, les retombées seront catastrophiques pour la présidence, qui ne manquera pas d'attirer sur elle la foudre des consommateurs de produits pétroliers. Surtout que le conflit n'est pas encore réglé, les négociations étant toujours en cours. Imaginer que les citoyens sont encore sous la menace d'une rareté de ces produits, faisant danser devant eux le spectre de jours difficiles. Quand on sait qu'une telle crise serait provoquée par l'appétit glouton de la première famille présidentielle et d'un de leurs alliés, au Palais, le pays presque dans sa totalité serait très remonté contre ces gens, qui auraient déclenché une crise rien que pour satisfaire leurs propres intérêts.

Il faut se rappeler que les 400 000 gallons de produits pétroliers commandés par le BMPAD appartiennent au trio Jovenel-Martine-Laleau qui en toucheront à coup sûr les recettes. Mais ils tiennent à faire payer les USD 2 millions $ par les trois sociétés pour que l'État reçoive sa part du butin.

À partir de cette transaction, les conversations vont bon train sur les millions annoncés par Nèg Bannann nan pour financer sa Caravanne du changement, pour l'Artibonite et le Grand Sud. L'attitude de la famille présidentielle dans l'affaire Total-DINASA-Sol porte plus d'un à s'interroger sur le pourcentage que Moïse retient pour lui-même sur la somme de USD 84 millions $ prévus pour financer les deux projets.

La corruption exposée au Palais national

On parle toujours de la corruption du couple présidentiel. La première dame est accusée de faire main basse sur les ressources de l'aéroport international Toussaint Louverture et d'exploiter d'autres créneaux au sein de l'administration publique auxquels lui donnent accès les hauts fonctionnaire du Palais national. Quant à Wilson Laleau, il s'est signalé dans le fonds PetroCaribe, en tant que ministre des Finances et des Affaires économiques, sous Michel Martelly.

M. Laleau a été mis en cause dans le rapport sur l'enquête menée sur ce compte PetroCaribe par la Commission anticorruption du Sénat que dirigeait le sénateur Youri Latortue, qui l'avait convoqué pour être auditionné. L'ex-ministre des Finances avait, auparavant, fui le pays afin d'éviter de se présenter à une convocation de l'ex-commissaire du gouvernement Danton Léger. Celui-ci voulait confronter le témoignage de Wilson à celui d'Eustache Saint-Lôt, ex-directeur général du BMPAD, dans le cadre de l'affaire PetroCaribe. M. Saint-Lôt, qui était emprisonné par M. Léger, souhaitait se faire interroger par le commissaire du gouvernement en présence de l'ex-ministre des Finances, pour sa mise en liberté sous caution.

Ayant fui le pays pour esquiver cette convocation, l'ex-ministre des Finances Laleau, qui avait pu fuir le pays, grâce à l'assistance de certains amis, à Washington, est resté aux États-Unis jusqu'après la prestation de serment de Jovenel Moïse. Alors retourné au pays, il a été nommé conseiller spécial de ce dernier, celui qui, selon des sources crédibles, inspire la ligne politique de l'administration Moïse-Lafontant.

Comme dit le vieil adage,«*qui se ressemble s'assemble* ». Si Wilson Laleau a su, jusqu'ici, naviguer entre les écueils des administrations Martelly-Lamothe et Martelly-Paul, y compris le dossier PetroCaribe, il est passé pour l'homme de choix de Jovenel Moïse pour conduire son quinquennat à bon port.

Aucun doute, la corruption, qui bat son plein au Palais national, Port-au-Prince, va être exposée au grand jour, à la faveur de ce conflit opposant la présidence, à travers le PMPAD, et les trois compagnies importatrices de produits pétroliers. Car tout le monde, y compris les ambassades accréditées à Port-au-Prince, saura que tout ce scandale orchestré autour de cette commande d'essence et de propane était motivé par un acte illégal de la présidence visant à réaliser une transaction illicite.

Tout cela montre la rapacité du couple présidentiel, portant certains diplomates à faire des commentaires négatifs concernant les démêlés du président haïtien avec la justice. Pour plusieurs observateurs, l'attitude de ces personnes dans le dossier de ces trois entreprises ne laisse plus de doute sur la culpabilité de Moïse.

En tout cas, à quelque chose malheur est bon. Car ce n'est plus un secret pour personne : désormais tout le monde sait que la corruption trône souverainement au Palais national.

L.J.

1 bdrm & studio apts for Rent
Located in Upper Darby, PA 19082
Utilities included (not electric)

Call: 610-352-5975 lve msg or
610-342-5914

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 10

ÉDITORIAL

La « Caravane du changement » : Stratégie pour promouvoir la corruption

L'équipe Moïse-Lafontant persiste et signe avec la « Caravane du Changement » comme moyen de continuer le culte de la corruption qu'elle a hérité de son mentor et prédécesseur Michel Martelly. L'indisponibilité du fonds Pétrocaribe, dont le régime tèt kale numéro un faisait son tirelire, a mis « Nèg Bannann nan » et ses proches collaborateurs dans l'obligation d'inventer d'autres moyens pour continuer l'œuvre de pillage des deniers publics. Avec le lancement des « *travaux* » sous cette dernière rubrique assortie de dispositions spéciales pour effectuer les dépenses dans l'opacité totale, le détournement des millions est garanti. Il est donc impératif d'insister pour que Jovenel Moïse indique l'origine des quelque USD 80 millions $ qu'il prétend vouloir investir dans ces travaux.

Moins de trois mois après avoir mobilisé les ressources en matériels dont dispose le Centre national des équipements (CNE) et en millions qui n'existent que dans le règne virtuel, M. Moïse a mis le cap sur le Grand Sud. Auparavant, il a jugé nécessaire de renforcer les leviers de l'opération « *ramassage de millions*» en décrétant l'état d'urgence. Procédé généralement utilisé par les gouvernements, au cours des 25 dernières années, pour contourner les exigences imposées par la loi eu égard à la passation de marchés. Cela donne carte blanche à l'équipe au pouvoir pour dépenser à qui mieux mieux les fonds de l'État, passant librement des contrats avec ses potes; collectant de juteuses commissions sur les contrats négociés, ni vu ni connu; et trop souvent versant la totalité des paiements aux compagnies responsables de l'exécution des travaux qui restent définitivement inachevés.

Dans cet environnement politique où la corruption bat son plein, comme en Haïti, le Palais national fait de son mieux pour éviter de s'enfermer dans les restrictions du processus de soumissions d'offres. Histoire de ne pas avoir à affronter un directeur de marchés exigeant et pointilleux susceptible de donner du fil à retordre à l'entreprise à qui le président souhaite octroyer le contrat. On se rappelle comment Robert Marcello, directeur du Bureau de monétisation des programme d'aide au développement (MPAD), a disparu sans laisser de traces, pour avoir rechigné à agréer les concessionnaires à qui René Préval voulait donner le contrat d'achat de véhicules pour le gouvernement. Dans les milieux proches du pouvoir, à l'époque, on laisse croire que le chef de gang proche de Lavalas, Amaral Duclona, avait été engagé pour faire « *disparaître* » Marcello. (Duclona, qui a été condamné dans un autre cas en 2014, à 25 ans de réclusion, suite aux délibérations d'un jury à Paris, France, a été innocenté le 12 février 2016 par une Cour d'appel).

Le second mandat de René Préval, après 2006, était marqué par les premiers gros retraits effectués sur le fonds PetroCaribe. Plus de USD 300 millions $ ont été décaissés de ce compte pour soi-disant venir en aide aux victimes de trois cyclones qui avaient dévasté l'Artibonite (surtout Gonaïves et Saint-Marc) et les départements du Grand Sud. Malgré les cris répétés de celles-ci déclarant n'avoir reçu aucune aide, Préval et son équipe n'ont rien fait pour rectifier le tir. L'homme de Marmelade devait récidiver, suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010. Plus de USD 60 millions $ ont encore été décaissés, mais on connaît le long calvaire qu'ont dû monter les victimes dont la condition n'a été soulagée que par l'aide venue de l'étranger, apportée par des organisations humanitaires.

Encore sous l'administration Préval-Bellerive, dans le cadre de la reconstruction d'Haïti, après le séisme dévastateur, des contrats ont été passés de gré à gré avec des firmes de construction dominicaines, notamment celles du sénateur dominicain Félix Bautista et une autre appartenant à l'épouse du Premier ministre d'alors Jean-Max Bellerive. Plus de USD 30 millions $ ont été versés à ces firmes avant même que les travaux ne soient entamés. Entretemps, Michel Martelly a touché plus de USD 5 millions $ de la firme de M. Bautista.

Arrivé à son tour au pouvoir, Michel Martelly a effectué des retraits du fonds PetroCaribe pour financer des projets signés, sans appels d'offre, avec des entreprises dont les propriétaires sont des proches de la famille présidentielle. En vertu d'accords parallèles avec ces mêmes compagnies, une fraction du montant des contrats est versée aux firmes chargées d'exécuter les travaux. Tandis que la part du lion est empochée par le chanteur du compas et son équipe.

Aujourd'hui, dans le cadre de l'initiative dite « Caravane du Changement », il est aisé de comprendre la manière d'opérer de Jovenel Moïse. Puisque, arrivé le moment de démobiliser de l'Artibonite avec son convoi pour se diriger vers le Sud, il a jugé opportun de convoquer une réunion à l'extraordinaire du Conseil des ministres en vue de décréter l'état d'urgence, neuf mois après le passage de l'ouragan Matthew sur le Grand Sud.

Le président intérimaire Jocelerme Privert n'avait pas jugé nécessaire de décréter les départements touchés par cet ouragan zone sinistrée. Arrivé au pouvoir depuis le 7 février de cette année, « Nèg Bannann nan » avait d'autres chats à fouetter, au lieu de développer une initiative en urgence pour voler aux secours de cette région. C'est pourquoi, immédiatement après sa prestation de serment, il s'est empressé d'offrir des bamboches carnavalesques à la ville des Cayes, passant outre aux recommandations de nombreux citoyens qui voulaient attirer son attention sur la calamité dont est frappé le Grand Sud par le passage de Matthew.

Si les calamités naturelles constituent des moments extrêmement difficiles, voire de grandes catastrophes pour les victimes, les gouvernements, de leur côté, y voient des occasions en or de ramasser des millions et d'enrichir leurs partisans, amis et membres de leurs familles. En ce sens, Préval et Martelly sont logés à la même enseigne. Et Jovenel Moïse se présente comme le digne héritier de ses deux prédécesseurs immédiats, mais surtout du chanteur du compas. À l'instar de ce dernier, il utilise les fonds publics pour financer des projets exécutés par ses amis, dans l'opacité totale. Ce qui donne l'occasion de décaisser des millions dont l'usage qui en est fait reste occulte.

Évoluant sans retenue dans la corruption, M. Moïse utilise la « caravane » dans le sens de ses intérêts personnels. Il a déclaré avoir consacré environ USD 28 millions $ pour financer des projets dans l'Artibonite, dans le cadre de cette initiative. Ce montant a plus que doublé pour le volet sud du projet, soit environ USD 56 millions $. Alors que le pays reste dans l'ignorance de l'origine de ces fonds. En dépit de tout le battage médiatique orchestré autour de la « Caravane du changement », l'administration Moïse-Lafontant se tait sur la provenance des millions qu'il dit consacrer à son financement. Dans la mesure où le paiement des projets mis en train dans l'Artibonite et dans le Grand Sud provient de sources illicites, il devient encore plus facile de piller les caisses de l'État. En refusant d'informer la nation des activités financières liées à la « caravane », personne ne peut savoir quel pourcentage sert réellement à couvrir les dépenses effectuées de bonne foi pour le financement des projets annoncés par la présidence. Avec un Parlement qui n'affiche aucune volonté d'exercer son rôle de contrôle des actes de l'Exécutif, parce que bénéficiaire de prébendes offertes par le Palais national, la corruption s'installe en beauté dans l'administration tèt kale. Aussi, face à la démission des sénateurs et députés, les citoyens ont pour obligation de se mobiliser afin d'acculer l'équipe Moïse-Lafontant à faire le jour sur sa gestion des affaires du pays.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 11

EDITORIAL

The "Caravan of Change": A strategy to promote corruption

The Moïse-Lafontant team is sticking to its guns with the "Caravan of Change" as a means to continue indulging in the corruption inherited from their mentor and predecessor Michel Martelly. With the Petrocaribe Fund depleted by the previous "Bald-Headed" regime, the "Banana Man" and his close collaborators had to invent other means to continue the plundering of public funds. Thus, "works" have been launched with funds provided from occult sources and without transparency, guaranteeing misappropriation, no question asked. It's, therefore, imperative that President Jovenel Moïse indicate the origin of the more than $80 million he claims he will have invested in the projects under the label "Caravan of Change."

About three months ago, the president started a "Caravan of Change" project in the Artibonite region by mobilizing the material resources available to the National Center of Equipment (French acronym CNE) and millions of dollars whose source is yet to be known. Now he's headed to the Greater South, but in advance he makes provision to collect and spend millions without any accounting, on the basis that he's faced with an emergency situation in the Greater South. In so doing, he's following in the steps of other governments which, in the last 25 years, arranged to circumvent statutory requirements regarding procurement. The "state of emergency" provides carte blanche to the team in power to spend State funds as they please, including signing contracts with friends and family outside of the bidding process. They can also receive juicy commissions on those negotiated contracts for which money is disbursed in full although the jobs are often left incomplete.

In the current political environment where corruption is in full swing, the National Palace is doing its best to avoid getting locked into the bidding process. The president and his team don't need to worry about demanding and punctilious market managers who could give a hard time to a non-deserving company to which the officials wish to award the contract. In that light, we'll mention Robert Marcello, director of the government's regulating unit BMPAD who, years ago, disappeared without a trace for having been reluctant to accept a deal approved by late President René Préval. Mr. Marcello had refused to approve the dealer to whom President

Préval wanted to give the contract to purchase vehicles for the government. In circles close to the administration at the time, it was suggested that Amaral Duclona, a gang leader close to Lavalas, had been hired to make Marcello "disappear." (First sentenced in 2014 in another case to 25 years in jail following deliberations by a French jury in Paris, Duclona was acquitted by an Appeals Court on Feb. 12, 2016.)

During René Préval's second term that started in 2006, he made the first large withdrawal from the PetroCaribe Fund. More than $300 million supposedly were intended to help the victims of three hurricanes that had devastated the Artibonite region, especially Gonaives and St. Marc, as well as the departments of the Greater South. Despite repeated cries from those regions that no help ever came for the victims, Préval and his team did nothing to correct the situation. Mr. Préval repeated the offense following the January 12, 2010 earthquake. More than $60 million had been disbursed to aid thousands of victims but, to the shame of the government, the dire conditions of the victims were relieved only by donors from abroad, especially the humanitarian organizations that had rushed to the rescue.

Still under the Préval-Bellerive administration, as part of the reconstruction of Haiti, after the devastating earthquake, contracts were negotiated with Dominican construction firms, in particular those of Dominican Senator Félix Bautista, and another belonging to the wife of then Prime Minister Bellerive. More than $30 million was paid to these firms, even before the work had begun. Meanwhile, Michel Martelly received bribes of more than $ 5 million from Bautista's firm.

When Martelly came to power in 2011, he devastated the PetroCaribe Fund. Money was withdrawn to finance all sorts of projects signed without bids. Companies owned by the chief's son, close relatives and friends benefited handsomely. Based on word-of-mouth agreements, many of the companies responsible for the jobs were paid only a fraction of the amount stipulated in the contracts, while the lion's share was pocketed by the Compas singer turned Head of State.

Today, as part of the so-called Caravan of Change initiative, President Moïse thinks he should be more adroit. Preparing to head South after his three-month Artibonite trial, he thought it advisable to convene an "Extraordinary Council of Ministers" to declare a state of emergency. Mind you, that's nine months after the passage of Hurricane Matthew that devastated the Greater South.

Last October, interim President Jocelerme Privert did not find it necessary to declare a state of

emergency in the departments affected by the hurricane. He said we could urgently deal with the situation without declaring a state of emergency. Imagine that President Moïse, who assumed power last February 7, had better things to do instead of developing an emergency initiative to come to the aid of southern regions sorely tested. Let's not forget that Mr. Moïse had ignored recommendations from several citizens when, immediately after his swearing-in, he chose to stage the national carnival celebration in the City of Les Cayes. Definitely, he didn't feel the effects of the calamity on the region three months after Matthew's passage. Certainly, the money for the carnival would have gone a long way at that time to relieve the plight of the citizens.

Natural calamities inflict tremendous hardship on the victims of disasters. But the governments welcome them as opportunities to make millions by enriching their supporters, friends and family members. In this sense, Préval and Martelly are in the same boat. Meanwhile, President Moïse is attempting to be a worthy heir of his two immediate predecessors, especially of the "Bald-Headed" President. Like the latter, he uses public funds to finance projects carried out in total opacity by his friends. This gives him the opportunity to disburse millions of dollars, the use of which remains a secret to the nation.

Evolving without restraint in a context of corruption, Mr. Moïse uses the "Caravan" to advance his personal interests. He said he spent about $28 million to finance projects in the Artibonite as part of that initiative. Doubling that amount, he has earmarked $56 million for projects in the Greater South. Meanwhile citizens are kept in the dark as to the origin of the funds. Despite the media hype orchestrated around the "Caravan of Change," the Moïse-Lafontant administration remains silent on the origin of millions supposedly being invested in the Southern initiatives. Are we to believe that payments for the projects launched in the Artibonite and in the Greater South come from illicit sources? If so, the plunder of State coffers will be made that much easier. By refusing to inform the nation about financial activities related to the Caravan, it's impossible to know what percentage really is used to cover bona fide expenditures for projects announced by the Presidency. One can hardly expect Parliament to exercise its role of control by demanding answers about the source of the money. After all, many parliamentarians also benefit from the dubious income which the Executive willingly share with them. In a way, corruption has settled in deeper than under the first "Bald-Headed" administration. Faced with the alliance of corruption existing among the Executive branch, Senators and Deputies, as the Congressmen are called, the citizens have an obligation to pull together their resources and mobilize to force the Moïse-Lafontant team to come clean in managing State affairs.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 12

Une initiative qui réconforte la famille et les amis de Raymond Malebranche

Par Yves Saint-Gérard

L'an dernier, à pareille époque, décédait Raymond Malebranche : c'était plus précisément le 10 mars 2016. Cette disparition a laissé un grand vide, mais, l'émotion passée, sa famille, comme tant de ses amis, a compris qu'il fallait que la vie continue, comme il l'avait toujours souhaité.

Naturellement, beaucoup de lecteurs de cet hebdomadaire (voire de très nombreux Haïtiens) se demandent qui est donc ce Raymond Malebranche qui mérite un tel hommage un an après son décès. Nous ne parlons d'un Haïtien « *méconnu* », alors même que les Haïtiens les plus connus ont été ministres, députés, sénateurs ou maires d'un petit village de l'arrière pays et ont fait d'Haïti cet *enfer au paradis*.

Malgré sa discrétion, Raymond Malebranche est très bien connu à l'étranger, et plus particulièrement en France, puisque Monique Reyre, directrice de l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse, rappelait, l'an dernier, qu'il a été « *une personnalité essentielle de la genèse de l'école d'architecture de Toulouse* ». Elle a précisé que, « *formé successivement en Haïti, à Moscou, puis à l'ENSBA de Paris* », Raymond Malebranche a été un « *collaborateur de l'agence Candilis*, d'abord, à Paris et ensuite, à Toulouse, à partir de 1965, dans l'antenne locale de cette dernière pour participer au chantier de la ZUP du Mirail, à la construction de la nouvelle Université (UTM) et à la création de l'unité pédagogique d'architecture (UPAT).

Raymond Malebranche n'avait pas la grosse tête, mais c'était une tête bien faite, quand il a été coopté par la jeune équipe enseignante qui avait pris les rênes de l'école lors des événements de 1968. Secondairement confirmé comme professeur principal de l'UPAT, en 1969, par le ministère de la Culture, Madame la Directrice rappelle encore qu'il s'était « attaché à la *refondation du programme des études d'architecture préconisée par le ministre André Malraux*, en rupture avec l'académisme traditionnel de la formation dispensée en France au cours des décennies précédentes.

C'est d'ailleurs à ce titre qu'il va contribuer à ouvrir l'UPAT aux disciplines scientifiques et de la construction en collaboration avec l'INSA, l'UPS et l'INP, à l'introduction des sciences sociales dispensées à l'UTM et à l'UT1, conduisant notamment à intégrer la dimension urbaine et la *préoccupation de l'aménagement dans la formation des jeunes architectes* ». Favorisant cette approche, il organisera des stages opérationnels sur les sites en construction des « *villes nouvelles* » en vogue à cette époque et Madame Reyre précise que le parcours personnel de Raymond Malebranche, *sa large culture et les valeurs humanistes qu'il défendait*, appelaient à ouvrir les portes de l'UPAT à l'international. Aussi, dès le début des années 70, des enseignants -japonais, argentins, grecs, chiliens ont-ils été recrutés ; des étudiants étrangers ont afflué, des relations avec des écoles d'architecture européennes et d'autres continents ont été nouées, des étudiants toulousains ont participé in-situ à des projets conduits dans des pays en voie de développement.

Pour autant, comme le dit Madame Reyre, le contexte local ne lui était pas indifférent. Féru d'histoire et passionné pour l'urbanisme, il perçut tout *l'intérêt de cet urbanisme particulier qu'avait été celui de nos bastides*. Ce qui l'amena à publier, en collaboration avec un historien et un architecte du Patrimoine, la première monographie exhaustive des bastides du sud de la France.

C'est pourquoi l'ENSA Toulouse avait décidé de lui rendre un hommage appuyé le jeudi 8 juin 2017, de 17 h à 20 h, dans l'amphi Candilis. Pour ses collaborateurs, collègues et étudiants, il a été un homme essentiel dans l'histoire de l'école. C'était aussi « *une occasion d'échanger entre anciens et nouveaux enseignants et étudiants à propos de l'histoire et des fondements de l'Ecole d'aujourd'hui, qui portent en germe l'Ecole de demain. Cette commémoration est, en effet, positionnée en marge du lancement d'un programme de recherche national sur l'histoire de l'enseignement de l'architecture et arrive au cœur de la mise en œuvre d'un nouveau programme pédagogique, et de la programmation immobilière d'une extension-rénovation intégrant une dimension patrimoniale* », puisque, selon les organisateurs, *il a, en effet, largement initié l'esprit du projet pédagogique et scientifique qui caractérise l'ENSA Toulouse d'aujourd'hui*.

La table ronde du jour s'est articulée autour des thèmes comme : R. MALEBRANCHE « *l'homme* », son parcours personnel; R. MALEBRANCHE, « *l'éveilleur* »; R. MALEBRANCHE, « *l'architecte d'opération* » ; R. MALEBRANCHE, « *l'enseignant et le chercheur* », sa pratique et son parcours, vu par ses anciens collègues et étudiants, des anciens directeurs; R. MALEBRANCHE, « *l'éveil à l'international* ». Intervenants M. Abdoulaye Deyoko (école d'architecture ESIAU, au Mali; et M. Rachid Haloui (école d'architecture de Rabat, Maroc)…

Ayant bien connu Raymond et ayant partagé d'agréables moments avec lui, ses proches, ses élèves, ses collègues et collaborateurs, nous nous sommes associés à cet hommage qui s'est fort bien déroulé.

L'exil a fait de Raymond Malebranche un fils adoptif de Toulouse et il a voulu tout donner à cette école d'architecture du Mirail, laquelle a été pour lui une bonne partie de sa raison de vivre. Sachant qu'il devait s'en aller un jour vers l'au-delà, il a tout fait pour partager et transmettre ses expériences professionnelles avec ses étudiants et collègues parce qu'il aimait grandement sa profession.

En général, il était d'une très grande disponibilité quand il lui fallait accueillir dans la région du Sud-Ouest ses compatriotes. Il les aidait psychologiquement à leur début, moyen pour eux de faire face à cet éloignement de la terre natale. Il a longtemps connu l'exil et son incapacité d'offrir à son pays d'origine ses connaissances et ses services l'attristait. Un jour, il s'est retourné vers le Mali et a tenté une expérience qu'il a su faire partager à certains de ses étudiants et collègues. Il aurait souhaité aider son pays pour le faire sortir de son mal-développement.

Certes, bien des fois, il avait une sorte de nostalgie qui le plongeait dans une certaine tristesse, sans pour autant lui fait perdre sa convivialité en invitant ses plus proches amis, comme les familles Paul DEGREZ et Noël ESCUDIER. Il s'occupait de tout, y compris de nos gosses en leur accordant une très grande attention… Raymond était un homme bien intégré dans la société française, mais il est resté lui-même tout en s'adaptant aux us et coutumes du pays d'accueil. Aussi avait-il grand plaisir à nous réunir et à organiser ces moments amicaux et conviviaux que nous avons souvent partagés avec beaucoup d'autres personnes de ses connaissances, indépendamment de leur nationalité, de leur profession ou de leur attrait idéologique.

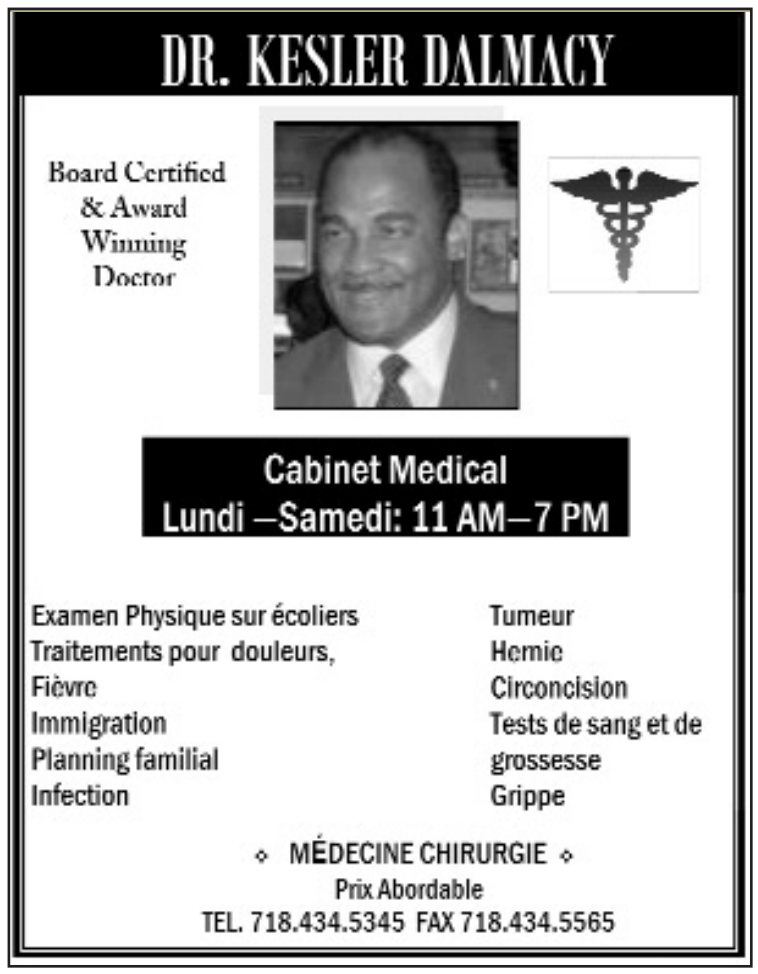
Ce n'est pas un hasard si, comme l'explique la Directrice de l'École d'Architecture « *avec lui disparaît tout un pan de l'histoire de l'école d'architecture de Toulouse, et une part de sa mémoire par la même occasion* ». Disons que les élites haïtiennes n'ont, pour la plupart, rien compris de cet humaniste qui rêvait d'un monde nouveau. Son dévouement à l'endroit de son école, de ses étudiants et de ses collègues ou de ses compatriotes en est une preuve. Il n'avait pas d'ambition politique, mais il a toujours voulu partager son savoir. Son approche pédagogique, selon certains de ses étudiants, était plus que séduisante.

Il est parti vers l'au-delà *habité par le souvenir de tous ses Amis, de ses Compatriotes, de ses Elèves et Collègues de l'école d'architecture de Toulouse Mirail,* parce qu'en dehors de Toulouse, nous pensons qu'il n'a pas toujours eu les résultats escomptés quand il se lançait dans certaines initiatives qui donnaient un sens à sa vie…

A la chute de la dictature duvaliériste, c'était l'espoir. Retourné au pays natal, il pensait retrouver un pays aux mains de nouveaux dirigeants œuvrant de toute leur force pour un changement social, économique et politique. Il désenchanta très vite, car plus on parlait de changement plus le pays s'enfonçait dans le chaos. Malgré tout, il souhaitait accueillir à tout moment en Haïti ses vieux amis de la région toulousaine.

Malheureusement, il n'a pas eu la chance de voir changer le pays avant de partir pour l'au-delà. L'enracinement des mauvaises habitudes des élites haïtiennes et l'accoutumance des masses populaires (à la précarité) font obstacle à tout changement. Raymond a souvent tenté de conseiller ceux qui côtoyaient le pouvoir haïtien de l'après Duvalier, mais, comme nous le lui répétions à chacun de ses passages en France, l'esprit de grappillage est trop enracinée dans le pays, l'échec est cuisant pour tous ceux qui, comme Raymond, nourrissaient l'espoir d'une Haïti démocratique ouverte sur tous les aspects du progrès. Sa volonté pédagogique et architecturale inébranlable n'a pas permis à Raymond de mettre ses connaissances au service de son pays et d'y laisser cette empreinte pour que demain ait un avenir.

Alors, pour Raymond, que la vie continue, car « *cette commémoration est en effet positionnée en marge du lancement d'un programme de recherche national sur l'histoire de l'enseignement de l'architecture et arrive au cœur de la mise en œuvre d'un nouveau programme pédagogique, et de la programmation immobilière d'une extension-rénovation intégrant une dimension patrimoniale* », parce que « *Raymond Malebranche a en effet largement initié l'esprit du projet pédagogique et scientifique qui caractérise l'ENSA Toulouse d'aujourd'hui* ».



Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 13

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Zone identitaire et relations diplomatiques

Par Dan Albertini

Entre (). 23/06/2017 Libération : « En guise de conclusion. Realpolitik, aggiornamento », «entre Bachar al-Assad et le peuple syrien, Macron choisit Poutine ». Motion : où sont ceux qui disaient que Poutine avait choisi Marine pour un pouvoir xénophobe ? Fermons les ().

Mesurer le poids diplomatique dans les nouvelles relations internationales globales est devenu ce *casse-tête chinois* que l'on s'appropriait autrefois pour exprimer la chose si difficile. Alors, plaider *ça et là* serait donc simpliste si l'on prendrait à témoin l'article de *Paris Match 24/06/2017 :* « *Rihanna demande l'aide d'Emmanuel Macron. S'engager pour l'éducation* ». Reprise d'un chauvinisme parisien, ou est-elle borgne, aveugle, me suis-je laissé dire, puisque le *franc*–Macron est la même qui, dit-on, vendrait des PhD Toulon/ Sorbonne à des Chinois, au prix désespéré. Ah oui, le Macron-*polit-bureau* revêt déjà en poids diplomatique pour zipper la mise en examen de tout zig en *grâce*-politique ? Oups, quand ***Le temps*** (*quotidien genevois*) signe : « *Macron l'Europe n'est pas un super marché mais une communauté commune* ». La zone identitaire française dévaluée, s'appuie-t-elle, désespérée, sur *l'eurasymétrique* diplomatie utilitaire, croit-elle, comme à l'-époque post WWII où Paris s'est introduite de ruse, au sein du Conseil de sécurité. Est là que sa faiblesse avérée, sans pouvoir toucher Londres explicitement de reproches. Avant d'élaborer, ad minima, tenter de le faire, la question est vitale. Pourquoi un Chinois se paye un faux PhD français, tandis que Paris se cherche l'intelligence chinoise appliquée de cette *China global* émergeant tel un dragon éprouvé? Cirer alors d'éducation, la Rihanna se met le doigt dans l'œil, à moins d'un *tacle* à cette France aux régions orphelines. Quand je disais, en semaine dernière, que point n'est donc besoin de définir les zones grises de la diplomatie dans les relations internationales. Les standards sont différents, certes, mais, dans la danse *chapelet contre grigri* l'argent est roi. L'argent de l'*Eur Allemagne,* par exemple… .

Qui sommes-nous, identitaire créole global établi à travers le monde avec le même vecteur de colonisation, inversée, c'est-à-dire : formons-nous une zone identitaire d'influence en R-I, car si nous sommes aujourd'hui des 'franco-filii' par défaut, puisque l'ilot linguistique à Paris n'était notre pater-noster ? Si nous sommes alors créoles au point du dénie pour ceux qui croient la révolution des Créoles à St. Domingue la fille rebelle de la révolution française, est-ce parce que cet ilot parisien ne fut jamais le paterfamilias mais le *um ignavus .. qui irrumpit*.

Ré-*étalons*. De cette dite-francophilie où siège Michaëlle Jean, grand *pré* expérimental parisien d'antan fait de folie, d'argent, de diplomatie, d'envers, et de revers des ***Louis***. Spectre déchu de Versailles qui mena de la *retonde* napoléonienne vers la Bastille en perdant le *Noir-esclave*. Pacte louisianais du siècle d'erreurs de guerres. Récupération *saint-dominguoise* forcée du Créole. Seconde transformation par le *Créole* évolué qui sait défaire, mais aussi faire. Si le *sujet double-sujet* Mme. Jean rencontre l'ancien président M. Martelly, quelle est sa perception en termes d'expertise diplomatique, puisque celui-ci l'a reçue à plus d'une reprise lors de sa gestion de l'Etat haïtien ? GG reconduit mais *d'outremers-français*, *disons-le ainsi*, l'aurait-elle habilité, instruit par la force du statut et des Statuts, de la gestion de dossiers à vocation insulaire global. Oui, Martelly a résolu de la décision d'une Académie du créole, *élan courageux*. *Ce n'est une ineptie, une révolution bouscule toujours une autre, Sainte-Hélène le sait, la France insoumise est un signe de déchéance butoir.* Montmartre en sait long de ses comptoirs *de-piété* sur Seine, quand la St. Pierre ni la Basilique *s-c* ne savent nourrir, non pas le sans-papiers, mais l'enfant-Messmer, après avoir instruit Pol Pot selon la rétro-critique en vigueur. Sinon, *la* Michaëlle est-elle concentrée sur elle-même par défaut de Paris *sinécure*, ou Martelly inapte ? Un bref, sa zone identitaire va-t-elle alors prendre le dessus par dialectique haïtienne, canadienne. *C'est là l'histoire du grigri sur la table,* double table ou table-double, l'extension serait-elle de la *« citadelle invisible »*. Exéat, Michaëlle Jean à l'OIF est-elle alors chef de diplomatie et laquelle, si ce n'est du bloc francophile ? Ce qui suggère en connaissance de l'état des lieux, une résurgence de « *briser les solitudes* » au sein de la famille canadienne, d'où on mesurera son imperméabilité ou sa porosité dans sa globalité, et même inclusive de *Créole-louverturien*. S'il n'y a ce bilan à l'horizon, qu'en est-il ?

Si Haïti ne renforce sa globalité créole et puisque ce serait sa valeur nominale à titre de chercheure, en littérature comparée, ce qui implicitement retient la notion des cultures et de leur expression pour une forme disciplinaire érudite de diplomatie basée sur les armes de la dialectique, tandis que nous vivons en pleine dialectique des armes sous toutes ses formes et dans tous ses aspects, au point que l'économie viscérale de l'insécurité oblige le spectre d'une forme de sécurité *arme-au-poing*, même dans une université chez le voisin yankee qui n'est autre que le saxon, l'autre sensibilité canadienne, la même identité, quelle est donc ce « *briser les solitudes* » en tout et pour tout quand, en fait, le *Louverturien* renfermait cette notion depuis le temps 1803, c'est-à-dire renforcer les liens même par les échanges internationaux tout en réduisant le facteur de risque de guerre en faveur d'une paix fut-ce-t-elle négociée ?

Question vitale : que représente la Francophonie M-J dans l'ère Trump-américaine que l'on accuse de renforcer les solitudes ?

Maintenant, reposons à nouveau la problématique 'Michaëlle Jean placée à la tête de l'OIF' comme une condition de la façon détournée du spectre diplomatique canadien. Cela va de soi que le citoyen consommateur félicitera le Canada au nom d'Haïti qui, elle-même république, ne sait encore vivre de ses valeurs propres. En effet, merci Canada/ Ottawa/Harper, aimerais-je dire, mais non, Haïti est un *Météor* de cette zone identitaire dans cette décision. *Opportuniste non, intelligente oui, mais cachotière évidemment*. Pourquoi ? Allez donc dire aux misogynes et à Bernard Drainville que leur erreur est d'être encore Bonapartiste du microcosme petit Napoléon qui n'a su saisir la dimension de cette « *percée louverturienne* », comme le dirait le professeur Manigat; et s'est retrouvé *un bourdonnant* prisonnier français à Ste-Hélène, tandis que l'Anglais a su laisser partir le Canada indépendant et autonome, gardant cette garantie protocolaire de la diplomatie British et du 'bras armé' du Canada, grand voisin de l'Amérique. En fait, le Canada a-t-il refait la paix avec sa *percée louverturienne* d'il y a 150 ans, ou Londres a-t-il su faire là où Napoléon s'est démontré ignare, en nommant Michaëlle Jean, GG du Canada et représentant direct de la Reine, en 2005, et aujourd'hui dans la Francophonie internationale. Tandis que le Canada, dit-anglais, rage d'unilinguisme ? C'est là sa référente simbie (*armoiries personnelles*) qui ne doit payer le prix des inconséquences du candidat Moïse devenu président de la République d'Haïti. Car, notre zone identitaire sera, une fois de plus, ignorée et non influente à notre service. Je comprends par cela que les déclarations de '*joual verts'* n'y sont de la part de ce journalisme qui ne crie gare, ni Obama qui a fait dans le *butlérisme* sur la pelouse de la WH, à DC, ne doivent différer sans effet notre spectre créole.

C'est pourquoi j'évoquais la *première pensée coercitive* ouverte de Jovenel Moise comme l'étranger dans les eaux territoriales haïtiennes Nous ne savons rien du Bureau of Diplomatic Security, dont le mirage comme expertise de Condie Rice [Stanford] : « *You can't govern this place* […]. Un véritable profil identitaire rapproché, à sens unique. La zone identitaire le lui défendrait, non par l'effet du bouddhisme chinois, qui impose et interdit à Pékin, mais par la soi-disant appartenance à la francophonie canadienne qui se cherche au Québec, la connexion libérale des années commandites une tare clanique mal soignée si l'on considère donc la globalité canadienne dans le domaine de la connivence, de la corruption et de la collusion, et ça pue comme un Saint-Paulin *retracable*… dans une valise diplomatique. Saint-pau est ici le bras Moïse sur l'épaule de Philippe, en campagne.

Il ne nous reste les UN, peine perdue, donc l'OIF, par effet de causalité de l'UNESCO. Attention, évoquer Saint-Paulin ici n'est hors contexte. Revenons à qui et où sont-ils/dossier U.S. District Court - **Case #: 0:97-cr-06007-FAM**. Les sobriquets cités au dossier : Beaubrun/ Aurelus/Palmiste2, Tennis/Mapou, Guyguy/The Blanc, Palmis, Peter/Pierrot Bauvais/Beavais Joseph/ Andre/ Joseph, Kenneth Bruce/Kadafi, Doctor, The, Shorty/Fito, Zopope, Reggie, Chief, The/ Chief Evens, Lucky, New Chief, des marques de commerce qui condamnent face au plaintif américain. Si j'ai touché sur une certaine collusion avec Paris, tandis qu'Haïti coopérait dans le dossier de la lutte contre les narcotrafiquants, en 2004 par rapport à Guy Philippe d'un autre dossier récent, nous ne pouvons nier le fait que la zone identitaire soit dans le comportement, soit dans les sobriquets, parle de l'attitude qui indique le sentiment de l'appartenance ou de rejet identitaire naturel ait transité dans toutes le négociations diplomatiques courantes. Donc, *briefing, instruction.*

Il ne faut mélanger les genres ni associer les gestes, mais ce que le cinéaste Roland Paret-dit Roland la Panique critique chez l'Haïtien : « *une littérature de gallinacée,* Ti-coq », fait dans la culture identitaire naïve mais endossée. Extrapolons : *poule un tel, un tel gwo ponyèt, sweet micky, bèkfè, fè coupé fè…, etc.* Il y en a partout : John *rambo*, Maurice *mamboucher* (Québec), the hurricane, Joe the plumber (USA), mon lapin, gonzesse (France), cunado (en espagnol).

La photo de campagne du président Moïse avec le condamné de fait, pour trafic de drogue illicite associé, aux U.S., en l'occurrence Guy Philippe, ne doit rester une référence de notre zone identitaire. Car, Guy Philippe plaida coupable, et est reconnu id es avec peine, pour implication volontaire à titre d'officier de haut rang de la PNH, dans le trafic criminel de drogue. Cela ne peut se prendre à la légère, le président doit s'expliquer par devant le peuple et le Parlement, ce par la loi même sur le blanchiment d'argent d'origine criminelle, de la drogue. Le silence est imputable aux institutions juxtaposées en condamnation du *Saint-Paulin* silence du ministre de la Justice, Heidi Fortuné, quand le Brésil présent en Haïti arrive à gérer le drame Lula-Temer. Redisons-le lui, va-t-il procéder contre Guy Philippe puisque l'action se passe aussi en Haïti, Kétant est-il poursuivi pour cause en Haïti ? C'est un dossier qui n'est sans rappeler celui de…. citoyen haïtien vivant à Montréal, mais attrapé à Port-au-Prince avec de la drogue et une forte somme (récupérée sous la gouverne du juge Jude Baptiste), pris en filature par la police canadienne, sous G. Latortue, et rapidement exilé à Genève à la Commission sur les droits de l'homme. Était-ce là un reflet diplomatique ?

Haïti n'est idéalement pas au rendez-vous de son identité propre jugulée, certes, en outre nous ne pouvons nier la proximité, l'incipit se voit aujourd'hui comme un rêve défendu. Le risque n'est pas notre allié, mais l'audace ne doit représenter un défi sinon le triomphe de la volonté.

dan@danalbertini.co

Pension de famille
au Bois-Verna, Port-au-Prince

* Découvrez Gizoue Pension de famille dans un quartier chic et sécuritaire

* Confiez votre garçon de 6 à 16 ans à une éducatrice de carrière

et une directrice d'école bien connue de la place

* Un encadrement et un service de qualité attendent votre enfant

Pour info : tel. (509) 44430879 et (509)32929727
E-mail : Gizouelamaternelle@gmail.com

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 14

Kreyòl

soti nan paj 6

Webè : Pawòl yo ap tonbe tankou grenn lapli. Nou pa konn te gen youn anbago sou peyi Dayiti ki te dire twa zan ke Jan Bètran Aristid te mande mete sou pwòp peyi l. Dapre sa m aprann, kalamite sa a te sou do peyi a de 1991 a 1994. Aristid mechan, li kriminèl e l mete ansanm ak tout klik li yo pou konmèt vye zak. Mwen pa konn pou ki rezon nou bezwen pè l. Tout mounn ki gen depozisyon kont misye se al depoze yo paske rejim lavalas la pa la ankò, li fini pou vitam etènam ! Pinga n pèdi tan n, souple!

Irani : Ou gen rezon wi ! Pa gen anyen la a pou n pè. Grimas sa a pa t dwe nan figi n toujou. Se swa l te nan prizon osnon deyò peyi a. Li trayi Konstitisyon an. Sa m pral di la m kanpe dèyè l tenn fas. Le 20 awou 1994, Aristid t ale Pentagòn nan Wachintonn al pran 21 kout kanno kòm ochan nan men Zwazo mechan an. Sa te rive apre l te rankontre ak Prezidan Bil Klintonn, ki kounnye a tounen lèt ak sitwon ak Aristid. Se te youn espektak piblik kote Aristid t ap apwouve sa l te mande prezidan Lèzetazini a an sekrè : « Anvayi Ayiti pou mwen pou mennen m tounen. » Kòm nou konnen, le 19 Septanm 1994, plis pase 20 mil solda merisken te debake pou vin koumanse youn okipasyon modèn ki la jouk jodi a. Operasyon sa a te koumanse a 8 è 54 minit nan maten. Lame merisken yo te dezame solda ayisyen yo pou anpeche yo kanpe kont Aristid. Nan mwa Mas 1995 twoup Nasyon Zini te vin ranplase merisken yo. Yo te gen diferan non jouk nou vin tonbe nan MINUSTAH. Kounnye a se pral MINUJUSTH, pou n pa di MINIJUP. Kidonk, nou sou okipasyon depi 1994 gras a Mouche Aristid.

Kamèn : Alò, mezanmi, nou wè bagay yo. Pa manke Konze nan peyi a. Se pou n veye yo, paske se yo tou ki ka vann peyi a sou nou lè n pa atann. E se yo menm ki lakòz nou nan tout difikilte nou ye la a. Lè a rive pou Konstitisyon an aplike alalèt, san manke youn vigil.

Kote militè mobilize yo ki te pran responsablite yo pou yo te fòme nouvo kad yo ?

Webè : Nou pa gen tan pou n pèdi. Pa gen mounn ki ka anpeche n manifeste e prepare jèn yo nan tout kwen peyi a e menm deyò peyi a pou kontinye travay la. Kesyon pa gen lajan pou fonksyònman Lame a se radòt. Si gen Lajan pou Lapolis epi milyon pou Senatè ak Depite epi anpil lòt gagòt, se pou dirijan yo debwouye yo pou yo jwenn sekilfo pou retounen avèk Fòs Lame Dayiti a. Pa gen kesyon chanje non l. Konstitisyon an byen klè sou kesyon Lame a. Pa gen vire lang lanvè landwat pou eksplike sa yo pa kapab. *« Twou manti pa fon »* epi *« Kache laverite se antere dlo. »*

Men youn Branch jéni-militè nou an k ap travay pou sèvi peyi nou.

Kamèn : Se sa l ye menm ! Mwen pa konprann ki jilbrèt nèg yo ap grennen la a pou yo pa vin ak youn fòs sekirite pou peyi a. Se konsa youn seri Konze pran pòz nasyonalis yo, pandan yo pare pou vann peyi a an katimini. Se gwo erè n ap fè si n kite vwazen kontinye ap mennen sou nou pandan n ap trennen. Lè n pa atann, l ap tou vin okipe nou kòm revanj 22 lane nou te okipe yo. Fò n sispann gade sou Entèl ki di li pa gen lajan pou l ban nou pou okenn Lame nou bezwen pou pwoteksyon peyi a. Bondye gen pou regle ak Aristid ki plonje peyi a nan saltenbank sa a. Vrèman, pawòl sa a se verite : « *Bèlmè pa manman, ni bòpè pa papa.* »

Irani : Se youn Lame ki te ban nou lendepandans. Men pou ki sa jodi a nou refize gen Lame nan peyi a ? Se youn bann engra, mal pou wont, reyaksyonnè tèt zòtolan ki mete yo an kwa pou Lame a pa retounen. Se entimidasyon y ap fè, paske Konstitisyon an, ki se lwa fondamantal oubyen ak de nesans peyi a, klè sou koze sekirite peyi a. Si nou younn byen sonje atik yo, mwen ta renmen nou repete yo pou mwen paske se pa tout mwen sonje. Nou pa bezwen etale yo tout, sèlman sa k esansyèl yo. Kòm jèn nou gen tout dwa pou n mande pou Lame a retounen e pou Konstitisyon an aplike kòm sa dwa. Se nou ki pral ranplase jenerasyon yo ki pa t regle anyen. Se sa k fè nou blayi nan enstabilite, ensekirite, dezòd, tripotay, pèkmèl, jalouzi, ipokrizi, rayisman e latriye.

Atiya : Nou menm jèn, k ap monte, fòk nou divòse ak klas pratik sa yo epi pou nan 4 kwen peyi a nou plante linyon, solidarite, travay, konnesans, pwogrè, respè ak tou sa k bon defason pou n ka ede peyi a. Se twa san zan (300 zan) nou pral genyen depi nou endepandan, epi okenn pwogrè ! Nou sèmante fòk sa chanje de latèt opye, an kòmansan ak gouvènman sa a k ap fè jèfò. Nou pa nan mounn dezòdonnen, se mounn ki gen konpetans ki pou fè bagay yo mache. Ok, ann vin sou Konstitisyon an. Dapre sa m retni, mwen konnen Konstitisyon an pale de 2 gwoup separe ki ka pote zam e ki dwe egziste nan peyi a. Nou sonje an 2015 ki te fè Konstitisyon an 28 lane, militè demobilize yo te soti pou te fè tout mounn konnen yo toujou la :

« Nou sèmante
Desalin devan
Fòk Lame Dayiti tounen
Nou mande pou Lame a tounen… »

Webè : Nou dakò avèk yo san pou san. Fanm kou gason dwe mare senti yo pou yo ranpli devwa sivik e patriyotik yo. Fòk yo pare pou antre nan Lame pou penmèt youn chanjman total kapital. Entrennman an dwe kontinye. Se pou ansyen militè yo ankadre jèn yo ki pral ranplase yo, paske nou bezwen militè nan peyi a pou yo fè travay yo. Sou gouvènman Mateli/ Lamòt la te gen 41 solda ayisyen ki t ale pran fòmasyon nan peyi Ekwatè ki te retounen vin sèvi peyi a. Kote yo ?

Teyo : Se nan sans sa a lè Premye Minis Lamòt te rankontre 41 diplome yo nan Latibonit, li te di : *« Je suis fier du travail accompli par les ingénieurs militaires dans la région. »*

Kamèn : Prezidan Mateli te fè tou sa l konnen pou l te retounen avèk Lame a. Men, bann avadra nan opozisyon an te manevre pou yo kontinye ak youn dezòd san parèy pou te anpeche travay yo fèt. Youn Liv Blan te gentan prepare pou te penmèt Lame a retounen. Minis Defans lan, Lenè Reno, te rankontre yo tou le 17 Novanm 2015 nan Gresye, kote baz Lame a ye, pou l te renmèt yo diplòm yo. Gwo demach nèt ! Mwen apiye demach sa yo paske se Konstitisyon an ki mande sa. Wè pa wè, fòk Lame a retounen anfòm pou sekirite peyi a. Tout mounn ki opoze se Konze, bon jan trèt.

Irani : Yo pito kite solda MINUSTAH vin pote tout klas maladi nan peyi a, ansent youn bann timounn ki vin lage ak pitit san papa. Yo fè plis pase 8 milya (bilyon) dola merisken sou tèt nou diran 13 lane, swa dizan pou yo te vin bay demokrasi jarèt. Men plan demokrasi egal simaye lamizè ak maladi ki enfekte prèske tout peyi a. Jodi a nou gen youn nouvo gouvènman ke pèp la vote 2 fwa, malgre tout magouy ki te fèt kont sa. Wi, mezanmi, se Nèg Bannann nan, Jovnèl Moyiz, ki prezidan peyi a paske pwogram li an pi akseptab pou pèp la. Pa gen pale anpil, se li ki lidè peyi a, dapre chwa pèp la, ki konn sa k bon pou li. Se konsa chanjman an pral kòmanse nan peyi a.

Atiya : Tout pwomès Prezidan Moyiz yo kòmanse ateri. Kounnye a se pral faz rezilta yo. Nou gen pou n wè youn amelyorasyon. Sonje byen ke prezidan an vin pou ranje, korije e ogmante. Sou kesyon Lame a p ap gen difikilte, paske Moyiz ak tout Premye Minis Lafontan an se mounn de prensip ki vle ede pèp la pou peyi a demare.

Teyo : Administrasyon Moyiz/ Lafontan an gen youn gwo responsablite pou retounen Lame a sou de pye militè l paske se Konstitisyon an ki mande pou Lame a ekziste nan peyi a. Okenn nan lòt enstitisyon yo, kit se Jidisyè oubyen Lejislatif, pa fouti enpoze prezidan an aji nan kesyon sa a. Fòk gen bidjè pou kò sa a ki endispansab pou peyi a. Si gen mounn ki ta opoze a kesyon Lame a konnen se youn bann sanginè, vwayou menm, paske « *Kochon pa janm fache ak labou.* »

Kamèn : Mwen pa wè mwayen pou Prezidan Jovnèl pa retounen ak Lame nou an, paske sa déjà ratifye nan Konstitisyon an. Men anplis de sa, se youn nesesite pou sekite nasyon an. Nou mande pou tout jèn patisipe nan defans peyi yo, se youn devwa patriyotik. Si gen kèk sitwayen ki ta vin tounen kansè pou kreye konfizyon ak dezòd nan kesyon sa a, se yo k ap responsab tout gwo malè ki ka rive. E kòm pawòl la di, *«Malè avèti pa touye kokobe. »* Konsa tou, *« Pawòl pale, pawòl konprann. »*

Bal la déjà fini nan peyi a

Atiya : Nou tout jèn k ap fè ti kozri sa yo nou konn trè byen de ki sa n ap pale, paske nou fè pati de 65 pou san popilasyon an ki déjà nan wout pou ranplase tout demeplè yo ki te enpoze peyi a fonksyonnen. Kote peyi a rive kounnye a li pa fouti tolere bann epav sa yo, youn pakèt degoutan, malveyan epi trèt tou ki refize konprann tan yo fini. Tout reyaksyonnè k ap aji nan entansyon pou yo fè dezòd nan peyi a pral pran youn chòk ki reyèlman p ap dous pou yo. Se pou yo sispann tout ribanbèl y ap fè nan peyi a. Mwen kwè ke Webè, Irani, Teyo ak Kamèn ap dakò avè m ke peyi a sibi twòp imilyasyon, paske gen youn pakèt bawon ki pa wè pi lwen pase pwent nen yo. Men yo konprann yo ka vin pran peyi sa a achaj ankò pou plonje l pi fon nan twou san fon an.

Kamèn : Atiya, nou tout dakò avè w, paske nou vize menm bi pou wete peyi a nan sa l ye a ansanm ak tout lòt frè ak sè nou yo ki konprann nesesite pou fòme chèn solidarite a : Se nan linyon, nan tèt ansanm ke n ap reyisi. Mezanmi, nan prèske tout peyi sou latè gen sa yo rele fòs piblik ki la pou sekirite nasyon an. Fòs piblik la divize an 2 kategori : Lame ak Lapolis. Lame, ki premye fòs la, kreye pou sekirite nasyon an. Se li k gadyen peyi a nan tout sans. Sevwa l se pou defann peyi e veye tout kwen pou evite derapaj. Li se ranfò Lapolis la ki, li menm, dwe garanti lòd piblik e pwoteksyon lavi ak byen tout sitwayen dapre atik 269 Konstitisyon an ki byen klè sou sa.

Irani : Se youn bèl referans ou fè la a, paske nou menm kòm jèn nou refize aji nan fè nwa san nou pa konn bagay yo vre. Nou vle aji jan prensip yo mande l pou n ka rive nan kafou kote gen bon jan devlòpman dirab. Se nan sans sa a nou toujou baze n sou Konstitisyon an ki se bousòl nou. Selon sa n konnen peyi nou an souvren, sètadi nou gran mounn tèt nou. Donk, pwoteksyon tèt nou ak tout peyi nou an se zafè ki regade n kòm sitwayen. Nou tout gen obligasyon pou n respekte Konstitisyon an, drapo nou e aplike tout lwa yo. Lajistis gen obligasyon pou l aplike lwa yo san paspouki, paske se responsablite jij yo ki sèmante pou fè aplike lwa yo. Nou dwe vote libreman paske se lalwa. Nou dwe peye taks nou pou ede peyi a soti nan mande, nan lonje kwi l bay lòt peyi. Se devwa n pou n defann peyi a nan ka lagè, an kolaborasyon ak Lame a, ki plase pou defann peyi a. Respekte anviwònman an nan sispann bati kay nenpòt kote e de nenpòt ki fason. E se pou n sispann koupe pye bwa san nou pa ranplase yo 10 fwa ou plis. Nou dwe respekte lajan lòt mounn, byen Leta e konn kijan pou n itilize lalibète n kòm sitwayen. Se pou n al lekòl pou n byen enstwi. Si nou mete tout bagay sa yo ann aplikasyon, n ap gen youn peyi k ap kouri tout boulin sou wout pwogrè a.

Kamèn : Gen mounn ki ka konprann n ap pale an tèm de fanatik, mounn ki gen youn panchan pou Lame a ki endispansab pou peyi a. Sèl sa nou ka di yo se al konsilte Konstitisyon an pou jwenn bon jan repons. Nou pa envante anyen nan tou sa n di yo. Nou baze sou prensip avèk lwa yo. E se pa sèlman konprann prensip yo non, men se aplike tou sa ki di pou penmèt nou reyèlman avanse pou pi devan. Byen souvan, nou refize swiv prensip yo k ap bon pou nou. Pa gen mounn ki fèt tou konnen. Nou dwe aprann e mete an pratik tout prensip yo melanje ak eksperyans nan lavi.

Branch Lame ayisyen fome nan peyi Ekwatè an aksyon pou bon sèvis

Atiya : Se kòm si n ap vire anwon tout tan, avèk gwo aloufa yo ki toujou ranje kò yo pou piye peyi a. Mounn ou konprann ki ta ka ede w, se yo menm ki gen move lide ak entansyon pou dechèpiye w epi pran tout pou yo. Sèlman, nou mete tout demeplè yo an gad, li lè pou yo pran konsyans. Si yo kontinye ap atake, yo nan wout ki ka fatal pou yo. Jenès la refize rete an silans, yo di Abraam di sèt ase, bann vennblendeng yo pa ka bloke wout pwogrè a vitam etènam !

Webè : N ap mande gouvènman an plas la, tanpri, fè tou sa l konnen pou retounen avèk Lame a pou peyi a ka pran youn souf, paske bann vagabon yo vin tounen youn kansè pou pèp la. N ap rele chalbari dèyè yo. Men tou, nou remake gen ladan yo k ap retounen an katimini pou yo vin fè dezòd. N ap lanse youn apèl espesyal bay Prezidan Moyiz ak tout Premye Minis Lafontan, Minis Defans lan Ève Deni epi Minis Enteryè a Maks R. Sentalben, ki gen misyon pou mete sekirite nan peyi a, Lame a deja pare.

Teyo : N ap mande nou tout kenbe flanm nan byen wo, pa kite pèsonn vin etenn li.

Jan Bèbè
5 Jiyè 2017

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

PROCUREZ-VOUS LES ŒUVRES DE ROSIE BOURGET

Tout le monde adore lire la rubrique de Rosie Bourget pour faire le plein de connaissance. L'auteur vous propose ses trois derniers nés, intitulés « *Floraison* », « A Rose in Full Bloom », Istwa Kreyòl ».

Régalez-vous avec son style unique et exceptionnel. Installez-vous… et laissez-vous envahir par une sensation de bien-être et d'humour. Vous avez besoin de vous détendre ? Les textes de « Istwa Kreyòl » vous permettent de chasser vous-même vos ennuis, de manière simple et rapide.

En vente à la librairie Mapou.

Pour passer vos commandes, contactez l'auteur au numéro suivant

(954) 445-0344; via courriel
rbourget18@gmail.com ou r_bourget@yahoo.com.

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 15

CORRUPTION, INSÉCURITIÉ ET TERRORISME INTERNATIONAL

Les longs bras de la justice américaine et la compagne contre la corruption dans l'hémisphère

Suite de la page 4

plement irresponsable, qu'il est impossible d'aller de l'avant. Commentant l'impasse constatée dans les négociations avec les dirigeants haïtiens, des diplomates ont souligné l'obstructionnisme dans lequel se retranche les « *présidents* », dans certains cas; et la quasi démission constatée au niveau de la chaîne administrative du système judiciaire.

Mais, a raisonné un autre diplomate, il y a plus d'une manière de s'y prendre. Certes, la situation engendre des problèmes qu'on aurait pu éviter si les choses pouvaient suivre leurs cours normaux. Autant dire, les obstacles rencontrés ne sauront entraîner la démission des responsables du système judiciaire américain. Il faut donc s'attendre à des actions qui pourraient s'échelonner même sur le long terme. Mais, ont encore fait remarquer d'autres observateurs, on ne doit jamais oublier que l'Oncle Sam sait toujours « *se donner les moyens de sa politique* ».

La Rép. dominicaine prise comme modèle ?

Dans le cadre de la campagne anti-corruption déclenchée au Brésil, et qui s'étend dans d'autres pays latino-américains, les observateurs attirent l'attention sur les récents événements survenus en République dominicaine : Au moins une douzaine de personnes, dont un ministres, des législateurs et des hommes d'affaires ont été inculpées pour corruption dans le cadre du scandale Odebrecht. Après toutes ces années de négociations avec Washington, dit-on dans les milieux autorisés, le gouvernement dominicain a fini par doter ce pays de législations jugées «*modernes* » pour réprimer les crimes du blanchiment des avoirs et du financement du terrorisme international. Alors que, du côté haïtien, les décideurs du pays, de la présidence au Parlement, se livrent à des dilatoires, s'ingéniant à donner le change avec des lois qui sont facilement contournables grâce à des manipulations opportunistes.

À Washington, les autorités politiques font un distinguo entre la République dominicaine établissant clairement la collaboration sans faille qu'offrent les dirigeants de la partie orientale de l'île, notamment dans la gestion de la criminalité internationale. Pour certains observateurs, il est plus facile de résoudre le problème de l'extradition avec la République dominicaine. C'est pourquoi, ont expliqué ces derniers, quand les Américains ont vraiment besoin d'un fugitif, il s'arrangent pour l'attirer dans l'État voisin où l'arrestation ne pose aucun problème; et son transport en territoire américain s'effectue dans les heures qui suivent son appréhension.

Se basant sur une longue liste d'hommes d'affaires et de politiciens haïtiens dressée dans le cadre d'une enquête sur ces secteurs ayant débuté dès 2013, des personnalités issues de la crème politique et des affaires d'Haïti sont visées par le système judiciaire américain. Selon toute probabilité des inculpations auraient déjà été décernées, à l'instar de Guy Philippe. S'il faut prendre en considération l'état de la justice haïtienne, on serait tenté de croire que les dossiers créés à la faveur de cette enquête seront tout bonnement envoyés aux oubliettes. Mais il faut bien se rappeler qu'il s'agit de cas extrêmement graves, et dont la grande majorité sont liés à la sécurité des États-Unis.

L.J.

MAISON À VENDRE

Grande maison double à Santo 19, bâtie sur une propriété clôturée de 25/100, soit_ de carreau.

Évaluation formelle par un ingénieur accrédité. Située dans une zone tranquille, maison basse, spacieuse et attrayante répartie sur deux ailes attenantes, idéale pour deux familles. Comprend 5 chambres à coucher, 2 salles de bain, 2 salles à manger, 2 cuisines, 2 salons et 2 galeries.

Grande cour avec jardins, arbres fruitiers, puits, dépendances. Pour infos : 509-3430-5909 ou 509-3264-6957 ou 347-809-4502.

Complexe de 4 studios à vendre à Taïno Beach, Grand-Goâve (Haïti)

Très beau domaine perché sur la montagne, avec 4 appartements ou studios meublés, vue sur la mer. Situé à 400 pieds de la plage paradisiaque de Taïno Beach. À vendre avec lit, réfrigérateur, four dans chaque studio, électricité à l'aide d'inverter en permanence, eau courante, eau chaude, citerne, dépendances, dépôt, garage fermé, stationnement pour au moins 4 voitures. Titres propres. Prix abordable. Appeler : 450 627 6044 (Canada), 509 3727 1045 (Haïti).

Journal 5-12 juillet 2017:HO 7/4/17 1:36 AM Page 16

ARTS & SPECTACLES

La saison estivale en chansons, rythmes et couleurs : Une vieille tradition haïtienne

Par Robert Noël

La saison estivale a commencé le 21 juin. Toutes les tranches d'âge sont prêtes à fêter l'été pleinement, sans même penser qu'on est aussi en période cyclonique. Les groupes musicaux haïtiens les plus connus d'outre-mer entreprennent des tournées en Haïti durant l'été pour compenser le déficit financier de la période de vaches maigres (mai et juin) qu'ils ont enregistré. Pourtant, on dit qu'Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère.

L'on se demande pourquoi les groupes musicaux partent en tournée au pays natal ? Les données nous manquent pour pouvoir tirer une conclusion satisfaisante en ce sens. Il semble que l'argent coule à flot dans certains secteurs du pays, malgré l'état de santé précaire de l'économie haïtienne en ce qui concerne la grande majorité des citoyens. Ces orchestres font penser aux oiseaux

Le groupe VAYB de Mickael Guirand.

migrateurs partant à la recherche de meilleur climat. On ne peut rien leur reprocher puisqu'ils vivent de la musique.

La vie nocturne reprend son rythme timidement

Les conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles en Haïti. Cependant, cela n'affecte pas les « *chômeurs riches* » du pays. L'insécurité fait peur, mais elle n'empêche pas les gens de participer aux soirées dansantes. La vie nocturne semble bien

Disip de Gązzman Couleur pres de l'eglise St Georges, a Bassin Bleu (photo G W radio).

commencer. La soirée que le nouveau groupe « VAYB » de Mickaël Guirand a animée, le samedi 1er juillet, à El Rancho, en est une preuve. C'était peut-être une soirée de curiosité pour marquer la première sortie de cette nouvelle formation musicale. Il faut toutefois souligner qu'il y a eu une bonne promotion autour de la grande première de VAYB.

Le répertoire de ce nouvel orchestre nous force à parler de « *mort apparente* » de Carimi ». On a vu VAYB reprendre les meilleurs morceaux de Carimi, tels « *Kita Nago* », « *Bang Bang* », etc. Quand Mickael Guirand, dans le refrain du morceau « *Bang Bang* », dit : *Carlo Vieux pa nan CIA, Richard Cavé pa nan CIA,* on se rend bien compte que Carimi vit encore à travers VAYB. On ne peut pas trop dire du choix des chansons, car le groupe KAY de Richard Cavé peut également reprendre toutes les chansons de Carimi. Cependant, le groupe de Richard Cavé a un avantage. Il a produit son premier disque, ce que VAYB n'a pas fait encore.

VAYB a déclaré une polémique ouverte en chantant en chœur : *Nou kraze kay la,* pour faire référence au groupe KAY de Richard Cavé. Jude Delouche, le guitariste, a aussi mis en évidence son talent de chanteur. Cette nouvelle voix fait une différence et apporte un autre souffle, une autre couleur à ce dernier né de l'univers konpa dirèk. Richard Cavé ne doit pas se laisser prendre au piège que lui tend « VAYB ». Car la polémique ne fera avancer ni l'un ni l'autre.

L'octroi de contrats ne se fait plus comme autrefois

Certaines formations musicales entrent en Haïti sans aucun contrat, se limitant à entreprendre des démarches à leur arrivée sur le terrain. Ils le font à leurs risques et périls. D'après une source digne de foi, les groupes musicaux couvrent les frais d'hébergement et autres. Pourtant, sur les réseaux sociaux, ils affichent des dates de prestations sans confirmation, se souciant uniquement de montrer que tout va bien pour leur orchestre. Ce sont pour la plupart des dates fictives.

Les promoteurs sont automatiquement devenus des démarcheurs locaux, qui vont à la recherche de contrats pour les groupes qui les engagent comme tels. Quand on considère les risques qui sont impliqués dans cette façon de fonctionner, on déduit que le jeu ne vaut pas la chandelle. Il y a des groupes qui ont été expulsés de l'hôtel où ils séjournaient parce qu'ils ne pouvaient absorber les dépenses. Bon nombre d'entre eux retournent bredouilles sans avoir eu le temps de faire une prestation soit à Port-au-Prince ou dans une ville de province.

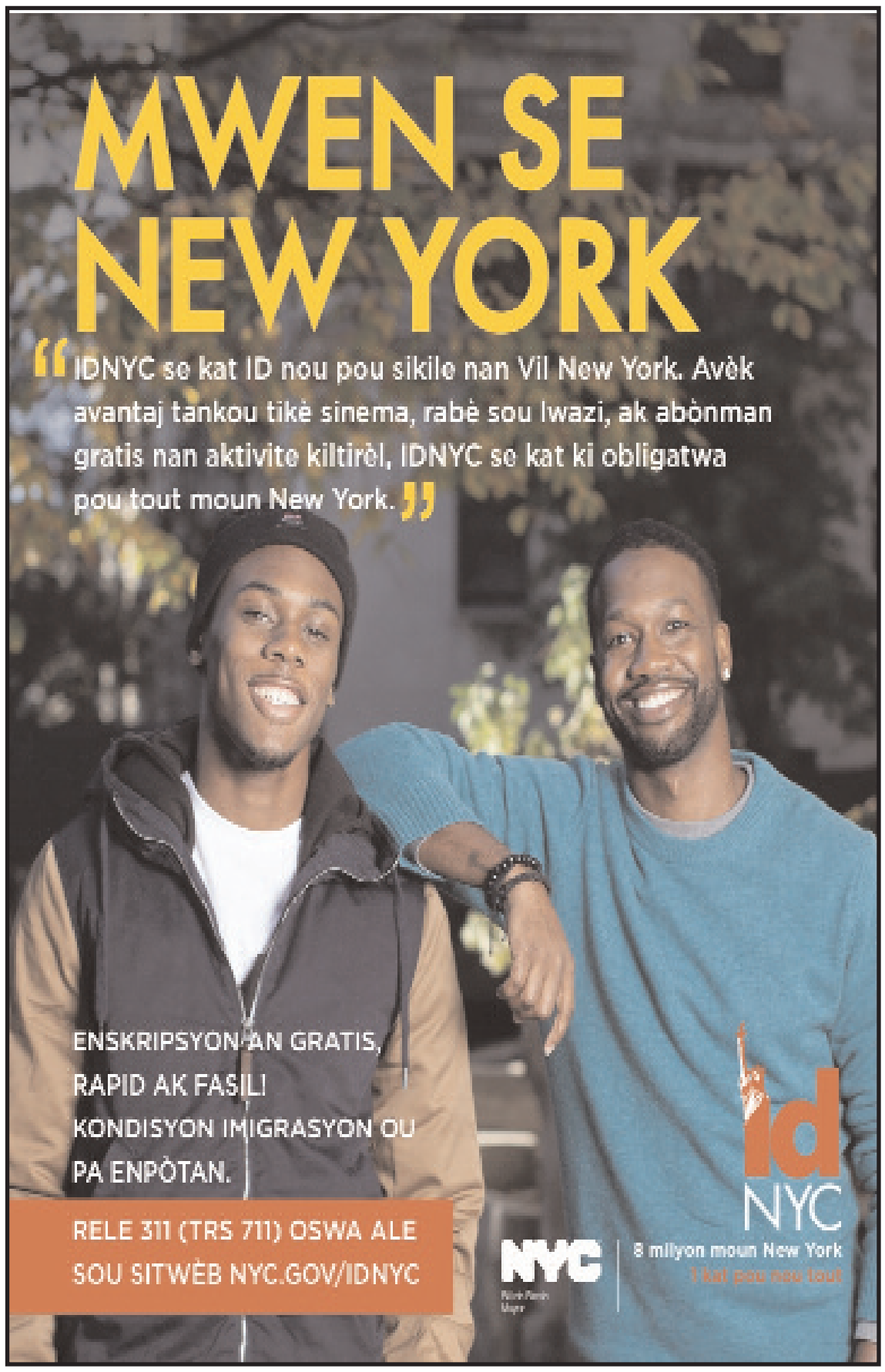
Il paraît qu'il est beaucoup plus difficile pour certains groupes d'animer des soirées à Port-au-Prince. Par exemple, on remarque que Disip honore plus de contrats dans les villes de province. Il ne faut pas nier le fait qu'une nouvelle forme de sabotage prend forme à la capitale. On enlève toutes les affiches annonçant les soirées de l'Orchestre Septentrional à Port-au-Prince. Ces musiciens ne sont pas les seuls à être victimes d'un tel acte.

La formation « Harmonik » va profiter de sa tournée en Haïti pour prouver sa capacité musicale, puisque Mac D, le chanteur de ce groupe, fait croire qu'Harmonik joue un « *konpa moderne* ». Sa définition del'épithète « *moderne* » peut avoir un autre sens. Il a même ose parler de « *Konpa R & B* ». Pourtant, le R & B est défini comme « *Rhythm & Blues* ». Il n'y a aucun élément, voire d'approche de blues dans la musique que joue le groupe Harmonik. Il n'est donc pas hors de sens de dire « *ka nou grav* » (*notre situation est grave*). Ce qui nous étonne, c'est que l'animateur de radio qui l'interviewait accepte une telle absurdité de son invité.

Le succès d'un groupe musical en Haïti peut-il garantir sa réussite partout ?

L'opinion publique fait croire qu'Haïti représente la plateforme capable de garantir le succès partout d'un groupe musical qui a drainé la grande foule au cours d'une tournée estivale. Cela reste et demeure une utopie. Il est vrai que New York n'est plus le bastion des groupes populaires de konpa dirèk, cependant tous les orchestres haïtiens rêvent d'honorer des contrats dans cette grande ville des États-Unis. Cela n'exclut pas les groupes les plus populaires de Miami qui occupent les meilleures positions au classement de la compétition musicale « *konpa dirèk* ».

Frank Sinatra n'a-t-il pas raison de dire dans sa chanson intitulée « *New York, New York* » : « *If I can make it there, I'll make it anywhere, it's up to you, New York, New York — Si je peux réussir là, je réussirai partout, cela dépend de toi, New York, New York* ». Ce dicton s'applique à tous les groupes musicaux haïtiens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis. Les musiciens haïtiens

peuvent témoigner d'un tel fait, sachant que le marché de la musique new-york est plus difficile à conquérir. La saison estivale vient tout juste de commencer, on doit attendre la fin de l'été pour tirer des conclusions justes sur l'évolution des groupes musicaux haïtiens. On ne doit pas s'étonner non plus si certains media annoncent les gagnants de l'année 2017 avant août.

robertnoel22@yahoo.com